

Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE

Secrétariat à la condition féminine (SCF)

1. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
2. Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2022-2023 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.
3. Nombre de postes vacants abolis au cours de la dernière année, par région et par établissement.
4. Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région.
5. Liste de l'effectif en poste au Secrétariat à la condition féminine pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions des besoins pour 2023-2024.
6. Ventilation détaillée des organismes, des entreprises ou de toute autre entité ayant reçu des sommes du SCF en 2022-2023.
7. Liste des rencontres tenues entre la ministre responsable de la Condition féminine ou son cabinet et des organismes, des entreprises ou toute autre entité en 2022-2023.
8. Liste des événements publics auxquels la ministre responsable de la Condition féminine a participé en 2022-2023.

Formations, conférences, technologies de l'information et autres

9. Liste des formations, conférences, ateliers, missions ou journées d'activités (incluant hors Québec) auxquels ont participé les employés du ministère et membres relevant du cabinet du ministre. Indiquer :
 - a. le lieu et la date;
 - b. le coût;
 - c. le nombre de participants;
 - d. le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
10. Liste de tous les événements organisés par le SCF en 2022-2023 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux.

Données sur la place des femmes dans les lieux décisionnels

11. Nombre total de juges, au 31 mars 2023, pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges. Indiquer les mesures prises en 2022-2023 pour tendre vers la parité pour les cours avec une sous-représentation féminine.
12. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels au sein des conseils municipaux.
13. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.
14. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des ordres professionnels. Indiquer les mesures prises en 2022-2023 pour tendre vers la parité pour les ordres avec une sous-représentation féminine.
15. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des universités. Indiquer les mesures prises en 2022-2023 pour tendre vers la parité pour les universités avec une sous-représentation féminine.
16. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des CISSS, CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés. Indiquer les mesures prises en 2022-2023 pour tendre vers la parité pour les établissements avec une sous-représentation féminine.
17. Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2019. Indiquer les mesures prises en 2022-2023 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.
18. Liste des mesures initiées afin de sensibiliser les entreprises à l'équité salariale entre les emplois féminins et les emplois masculins, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.
19. Liste des mesures initiées afin de valoriser l'entrepreneuriat chez les femmes, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.

Comités interministériels

20. Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et de ceux impliquant d'autres partenaires, auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2022-2023. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :
 - a. le(s) mandat(s);
 - b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
 - c. les rencontres tenues en 2022-2023;
 - d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2022-2023;
 - e. les rencontres prévues en 2023-2024 avec l'objet et l'échéancier.

Analyse différenciée selon les sexes

21. État de situation, au 31 mars 2023, du nombre de personnes ayant suivi une formation en ligne sur les ADS (incluant les formations régionales), dans le cadre de la poursuite de l'offre de services de sensibilisation et de formation auprès des hautes autorités, des gestionnaires et du personnel professionnel dans les ministères et les organismes gouvernementaux, les CRÉ et les Villes.
22. État de situation, au 31 mars 2023, de la liste des ministères et organismes ayant systématisé l'intégration des ADS dans leurs processus. Préciser également pour chaque ministère et organisme la nature des mécanismes internes institués, les sommes et les ETC dédiés en 2022-2023.
23. État de situation, au 31 mars 2023, du nombre de formateurs et de formatrices soutenu par le SCF. Préciser les sommes et les ETC dédiés en 2023-2024. Préciser ce qu'il est advenu des formateurs et formatrices soutenus dans le cadre des ententes régionales.
24. État de situation, au 31 mars 2023, des instances en place pour maintenir et consolider les ADS. Préciser le nombre de rencontres tenues en 2022-2023 par le comité directeur et le comité interministériel en ADS.
25. État de situation, au 31 mars 2023, quant au développement d'une approche promotionnelle auprès des ministères et organismes, des villes et des instances régionales et locales. Préciser notamment les sommes et les ETC dédiés en 2022-2023.
26. État de situation, au 31 mars 2023, de l'organisation d'un forum sur les ADS.

Plan d'action gouvernemental 2018-2023 en matière de violence conjugale

27. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2022-2023 dans la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale.
28. Indiquer le nombre de rencontres que le Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et ses sous-comités ont dédié, en tout ou en partie, à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de violence conjugale en 2022-2023.
29. Indiquer le financement récurrent à la mission accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024.
30. Fournir la ventilation de l'utilisation détaillée du budget octroyé pour contrer la violence conjugale. Ventiler par catégorie (Consolider et accroître la capacité d'accueil des maisons d'hébergement pour les femmes et les enfants victimes de violence conjugale, Améliorer le traitement judiciaire des dossiers en matière de violence conjugale), par région, par année. Nommer les organismes financés par région.

31. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2022-2023 par le SCF pour les femmes immigrantes victimes de violence conjugale, par région, ainsi que les prévisions pour l'année 2023-2024.
32. Préciser les sommes dégagées en 2022-2023 pour accompagner les femmes victimes de violence conjugale. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
 - a. maisons d'hébergement pour elles;
 - b. aide psychologique adaptée;
 - c. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - d. aide pour les enfants;
 - e. aide juridique;
 - f. autres.

Prévenir et contrer les violences sexuelles

33. Indiquer les mesures et les sommes engagées, par région, en 2022-2023 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles. Prévisions pour 2023-2024.
34. Indiquer les sommes engagées et le nom des organismes soutenus, par région, en 2022-2023 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles. Prévisions pour 2023-2024.
35. Indiquer les sommes engagées et le nom des organismes soutenus, par région, en 2022-2023 par le SCF pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle. Prévisions pour 2023-2024.
36. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2022-2023 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
37. Ventilation détaillée des sommes allouées concernant l'offre de formation en milieu autochtone relativement à l'intervention auprès des femmes et des enfants victimes de violences sexuelles.
38. Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
39. Préciser le nombre de rencontres tenues par le sous-comité « volet autochtone » en 2022-2023 pour élaborer une stratégie spécifique d'intervention pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
40. Ventilation détaillée des sommes accordées par le SCF en 2022-2023 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, par région, incluant les groupes, et prévisions pour 2023-2024.

41. Préciser, au 31 mars 2023, si le comité des sous-ministres coprésidé par le SCF et le ministère de la Justice remplit toujours son rôle de s'assurer de la mise en œuvre des engagements gouvernementaux en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.
42. Fournir toutes les dates des rencontres, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité des sous-ministres coprésidé par le SCF et le ministère de la Justice en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.
43. Préciser quelle part occupent les rencontres bilatérales parmi toutes les rencontres tenues en 2022-2023 au sein du Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et des sous-comités.
44. Préciser de qui relève, au 31 mars 2023, le comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale. Préciser également si le ministère de la Sécurité publique demeure coresponsable, avec le SCF, du volet « exploitation sexuelle ».
45. Fournir toutes les dates des rencontres, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.
46. Indiquer le suivi donné à chacune des recommandations de l'avis du Conseil du statut de la femme sur la prostitution, les sommes cumulées et les ETC associés à chaque mesure prise depuis la publication de l'avis.
47. Préciser les actions menées par le SCF en date du 31 mars 2023 pour que soit supprimée la promotion de services sexuels dans les petites annonces des journaux, les médias électroniques, Internet et dans l'espace public (panneaux publicitaires ou autres), tel que l'a recommandé le Conseil du statut de la femme dans son avis de 2012.
48. Liste des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence ayant reçu du financement en 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.
49. Nombre de nouvelles ressources embauchées dans les ressources d'hébergement pour femmes victimes de violence, ventilé par région.
50. Nombre de places en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence créées et consolidées, ventilé par région. Prévisions pour 2023-2024.
51. Liste des services externes bonifiés, ventilée par région. Prévisions pour 2023-2024.
52. Préciser les sommes dégagées en 2022-2023 pour accompagner les femmes victimes de violences sexuelles. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
 - a. maisons d'hébergement pour elles;

- b. aide psychologique adaptée;
 - c. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - d. aide pour les enfants;
 - e. aide juridique;
 - f. autres.
53. Préciser les sommes dégagées en 2022-2023 pour aider les personnes prostituées à quitter ce milieu. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
- a. maisons d'hébergement pour elles;
 - b. services de désintoxication;
 - c. aide psychologique adaptée;
 - d. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - e. aide juridique afin d'obtenir un pardon pour les condamnations liées à la communication à des fins de prostitution;
 - f. autres.
54. Indiquer les sommes dépensées pour la réalisation d'une vaste campagne d'information auprès de la population en général et des clients en particulier afin de décourager l'achat de services sexuels et de montrer les préjudices qui découlent de la prostitution et de l'exploitation sexuelle des mineurs.
55. Indiquer les sommes dépensées pour la réalisation de la campagne médiatique 2021 visant à sensibiliser la population à la violence conjugale et sexuelle envers les femmes. Prévisions pour 2022-2023.
56. Nombre total de places dans les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de 1^{re} étape et de 2^e étape. Nombre de places nécessaires pour combler les besoins. Ventilation par région.
57. Indiquer de quelle façon le nombre de places à venir dans les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale est réparti entre les régions.

Rapports égalitaires à l'école

58. Indiquer les actions concrètes implantées à la suite des travaux des trois comités suivants en 2022-2023, et celles prévues en 2023-2024 :
- a. Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire;
 - b. Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires;
 - c. Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité.
59. Indiquer les suites données à l'avis du Conseil du statut de la femme sur l'égalité entre les sexes en milieu scolaire. Indiquer quelles suites ont été données en 2022-2023 aux

recommandations de l'avis qui touche le SCF. Indiquer si des sommes et des ETC ont été dédiés à cette fin.

60. Indiquer si le SCF a été consulté pour l'élaboration du projet pilote d'éducation à la sexualité. Indiquer si le SCF est impliqué dans l'évaluation de la mesure depuis son instauration. Indiquer les ETC dédiés au suivi.
61. Tout document, budget, courriel et toute rencontre visant à répondre à la demande des organismes afin que soit adoptée une loi pour prévenir les violences sexuelles dans les écoles du Québec.

Emploi

62. Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
63. Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2022-2023, ainsi que les actions prévues pour 2023-2024. Indiquer les montants consacrés par le SCF.

Femmes autochtones et immigrantes

64. Bilan et liste des mesures initiées auprès des femmes autochtones, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.
65. Bilan et liste des mesures initiées auprès des femmes immigrantes, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.
66. *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée* : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.
67. Préciser si un bilan des consultations particulières menées auprès des organisations autochtones en 2022-2023 en matière d'agressions et d'exploitation sexuelles a été produit par le SCF.

Ententes de partenariat

68. Fournir les sommes allouées en 2022-2023 et celles prévues en 2023-2024 pour le soutien à la mission des 16 groupes spécialisés en matière d'employabilité féminine. Ventiler par organisme. Indiquer le nombre de rencontres tenues avec les groupes par le SCF en 2022-2023.

69. Table des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024. Liste de l'effectif lié à ce projet, incluant le mandat et la rémunération.
70. Projets financés dans le cadre du programme de soutien financier « Initiative de partenariat – Égalité entre les femmes et les hommes » (incluant les ententes administratives en égalité) du SCF en 2022-2023. Pour chacun, indiquer, par région :
- a. la liste des demandes soumises et retenues et leur descriptif sommaire;
 - b. la liste des demandes soumises non retenues, leur descriptif sommaire et les motifs de rejet;
 - c. les critères de sélection et les sommes octroyées.
71. Appel de projets nationaux, locaux et régionaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lancé en 2022-2023 par le SCF, dans le cadre du programme de soutien financier « Initiative de partenariat – Égalité entre les femmes et les hommes » : fournir la liste des projets financés. Ventiler par projet déposé en fournissant :
- a. le nom de l'organisation ayant déposé un projet;
 - b. la nature de l'organisation, par exemple : MRC, municipalités, organisations parapubliques des domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux ou du développement régional et local / organismes à but non lucratif, milieux autochtones;
 - c. si oui ou non le projet a été déposé en format « partenariat »;
 - d. le montant soumissionné pour le projet;
 - e. le résumé du projet proposé;
 - f. le cas échéant, les étapes d'analyse franchies pour le projet;
 - g. le cas échéant, les motifs sommaires de rejet pour le projet.

Fournir la liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de-projets.

72. Projets financés dans le cadre du Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes du SCF en 2022-2023. Pour chacun, indiquer, par région :
- a. la liste des demandes soumises et retenues et leur descriptif sommaire;
 - b. la liste des demandes soumises non retenues, leur descriptif sommaire et les motifs de rejet;
 - c. les critères de sélection et les sommes octroyées.
73. Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.
74. Détail des travaux engagés et à venir concernant la gestation pour autrui.

Conseil du statut de la femme (CSF)

75. Concernant le bureau de la présidence du CSF :
 - a. nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
 - b. liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
 - d. liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
76. Nombre de rencontres tenues entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2021-2022.
77. Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme pour l'année 2021-2022.
78. Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023.
79. Organigramme du CSF en date du 31 mars 2020.
80. Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2021-2022.
81. Fournir, pour 2021-2022, la liste des documents produits suivants :
 - a. avis;
 - b. mémoires;
 - c. études;
 - d. communications publiques;
 - e. statistiques.
82. Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2021-2022.
83. Liste des tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.
84. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale 2020-2025

85. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2022-2023 dans la mise en œuvre du plan d'action 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale.
86. Bilan de l'étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets antirapprochements.
87. Copie de l'aide-mémoire à l'intention des services de police concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public en vertu de l'article 810 du Code criminel.

88. Nombre de femmes ayant bénéficié du programme d'aide financière d'urgence afin de faciliter leur sortie d'un milieu dangereux en 2022-2023. Ventilation détaillée des sommes données et copie des critères pour bénéficier de cette aide financière d'urgence.
89. Liste des rencontres entre les différents organismes et ministères ainsi que les organismes desservant les femmes dans l'élaboration du plan d'action 2020-2025.
90. Ventilation détaillée des 180 M\$ annoncés sur 5 ans en 2020.
91. Liste des maisons d'hébergement pour femmes dans l'ensemble du réseau n'ayant pas encore reçu leur financement en 2022-2023.
92. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2022-2023 dans la mise en œuvre du plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale.

Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie

93. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2022-2023 dans la mise en œuvre du plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.
94. Nombre de femmes ayant participé au Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) en 2022-2023.
95. Liste des actions entreprises en 2022-2023 pour stimuler la participation des femmes aux conseils d'administration en contexte de relance.
96. Copie des documents ou rapports visant à documenter les impacts de la pandémie sur les femmes.
97. Nombre d'entreprises ayant été sensibilisées aux bonnes pratiques en matière de conciliation famille-travail-études (CFTE) en 2022-2023.
98. Copie de l'analyse du phénomène de sous-valorisation des emplois à prédominance féminine ainsi que des recommandations visant à mettre en place des actions permettant d'assurer une meilleure reconnaissance de la valeur de ces emplois d'un milieu à l'autre.
99. Ventilation détaillée de l'aide d'urgence de 2,5 M\$ annoncée le 27 mars 2020 pour les maisons d'hébergement pour femmes violentées.

Équité salariale et emploi

100. Copie des documents et échanges visant à réformer la *Loi sur l'équité salariale*.
101. Les plus récentes données concernant l'équité salariale au Québec.

102. Liste des actions visant à sensibiliser les entreprises du Québec à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.
103. Nombre de causes pendantes devant la CNESST en matière d'équité salariale depuis 2010.
104. Liste des rencontres tenues entre la ministre responsable de la Condition féminine et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en matière d'équité salariale en 2022-2023.
105. Liste des actions entreprises et des sommes engagées pour favoriser la recherche d'emploi chez les femmes, particulièrement les femmes immigrantes.
106. État de situation des femmes sur le marché du travail en 2022-2023.

**P. 1 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION
TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

P. 2 POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2022-2023 ET POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX QUI ONT OBTENU UN POSTE PERMANENT.

2022-2023 (en date du 28 février 2023)

Secteur	SCF
Tous les statuts	39
Régulier	36
Occasionnel	3
Pourcentage (%) d'employés occasionnels	8 %
Nombre d'employés devenus permanents	0
Pourcentage (%) d'employés devenus permanents	0 %

P. 3 NOMBRE DE POSTES VACANTS ABOLIS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET PAR ÉTABLISSEMENT.

Concernant le Secrétariat à la condition féminine, aucun poste vacant n'a été aboli au cours de la dernière année.

P. 4 NOMBRE DE POSTES VACANTS OU DE CONGÉS NON COMBLÉS AU COURS DE LA DERNIÈRES ANNÉE, PAR RÉGION.

Au 28 février 2023 : il y a 4 postes vacants au Secrétariat à la condition féminine.

P. 5 LISTE DE L'EFFECTIF EN POSTE AU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LES PRÉVISIONS DES BESOINS POUR 2023-2024

Les réponses à cette question seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P. 6 VENTILATION DÉTAILLÉE DES ORGANISMES, DES ENTREPRISES OU DE TOUTE AUTRE ENTITÉ AYANT REÇU DES SOMMES DU SCF EN 2022-2023.

L'information quant aux différents organismes, entreprises ou de toute autre entité ayant reçu des sommes du SCF en 2022-2023 se trouve aux fiches des renseignements particuliers et généraux suivantes :

- Question 72 des renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes;
- Question 40 des renseignements particuliers du 1^{er} groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles;
- Question 41 des renseignements particuliers du 1^{er} groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violence conjugale;
- Question 20 des renseignements particuliers du 1^{er} groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones;
- Question 6 des renseignements généraux : Contrats;
- Question 3 des renseignements généraux : Commandites et publicité.

**P. 7 LISTE DES RENCONTRES TENUES ENTRE LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE OU SON CABINET ET
DES ORGANISMES, DES ENTREPRISES OU TOUTE AUTRE ENTITÉ EN 2022-2023.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.

P. 8 LISTE DES ÉVÉNEMENTS PUBLICS AUXQUELS LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE A PARTICIPÉ EN 2022-2023.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.

- P. 9** **LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, MISSIONS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS (INCLUANT HORS-QUÉBEC)**
AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET MEMBRES RELEVANT DU CABINET DE LA MINISTRE. INDiquer :
- A.** LE LIEU ET LA DATE;
 - B.** LE COÛT;
 - C.** LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
 - D.** LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.
-

Veillez vous référer à l'annexe 1 de la présente fiche.

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2022-09-20	2022-10-03	Formation urgence vie	Formation secouriste en milieu de travail	3	Québec	- \$
2022-04-11	2022-09-26	École Québec Monde	Cours de français	1	Virtuel	1 560,00 \$
2022-05-04	2022-05-04	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Cycle budgétaire	3	Virtuel	- \$
2022-05-19	2022-05-19	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Les enjeux éthiques en matière de dotation des emplois	1	Virtuel	- \$
2022-06-07	2022-06-08	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Colloque sur l'éthique des organisations publiques 2022	1	Virtuel	- \$
2022-09-09	2022-09-09	Ministère de l'Éducation	Atelier sécurité psychologique, civilité et prévention du harcèlement au travail	15	Virtuel	- \$
2022-04-12	2022-04-12	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Formation sur le guide de rédaction des programmes normés	2	Virtuel	- \$
2022-06-09	2022-06-09	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Webinaire sondages et statistiques 101	2	Virtuel	- \$

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2021-02-08	2022-09-30	École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise à distance - 1er niveau	1	Virtuel	4 375,00 \$
2022-04-28	2022-04-28	Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	Formation mensuelle du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit sur le travail en affaires autochtones	2	Virtuel	- \$
2022-05-02	2022-05-02	Danièle Beaulieu	Prendre soin de soi en temps de pandémie	1	Virtuel	- \$
2022-05-01	2022-05-31	Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	Formation de sensibilisation aux réalités autochtones	1	Virtuel	- \$
2022-04-21	2022-05-24	Le Regroupement Naissances Respectées	Formations sur les violences obstétricales et gynécologiques - Pour oser cocréer des pratiques plus bienveillantes	1	Virtuel	- \$
2022-06-14	2022-06-16	Cégep Garneau	Bien vivre les changements dans un monde en mouvement	2	Virtuel	- \$
2022-06-21	2022-06-21	Groupe de recherche et d'interventions psychosociales en milieu autochtone (GRIPMA)	Mieux comprendre le monde autochtone pour mieux interagir	4	Virtuel	- \$
2022-04-26	2022-04-27	AFI Expertise	Excel : notions de base	2	Virtuel	- \$

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2022-05-04	2022-05-04	Ministère de l'Éducation	Animer une réunion dynamique et efficace	1	Virtuel	- \$
2022-05-16	2022-05-20	Université Laval	Université féministe d'été	3	Virtuel	450,00 \$
2022-06-28	2022-06-28	Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	Formation mensuelle du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit sur le travail en affaires autochtones	1	Virtuel	- \$
2022-10-13	2022-10-13	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Mini-colloque annuel 2022 du Forum des jeunes	2	Québec	195,00 \$
2022-05-20	2022-05-20	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel 2022 du Forum des jeunes	1	Virtuel	250,00 \$
2022-05-04	2022-05-04	CIUSSS de la Mauricie et du Centre du Québec	Forum sur les agressions sexuelles et la violence conjugale	1	Virtuel	- \$
2022-05-13	2022-05-13	Musée de la civilisation	Eeyou Istchee : une invitation à vivre le territoire et C'est notre histoire	1	Virtuel	20,00 \$
2022-10-06	2022-10-12	Groupe CFC	Leadership sans autorité formelle	1	Virtuel	- \$

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2022-10-06	2022-10-06	SPGQ	Santé et sécurité au travail pour les comités	2	Virtuel	- \$
2022-08-02	2022-08-03	MSSS	Violence conjugale : Connaître, détecter, intervenir	3	Virtuel	- \$
2022-05-12	2022-05-12	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	Formation aux nouveaux membres du Comité interministériel de l'action communautaire	1	Virtuel	- \$
2022-05-03	2022-05-03	Regroupement provincial Santé et bien-être des hommes et l'organisme Pères séparés	8e rendez-vous national en santé et bien-être des hommes	1	Virtuel	65,00 \$
2022-05-12	2022-05-12	Fédération du Québec pour le planning des naissances et partenaires	Colloque « 50 ans de luttes en santé sexuelle et reproductive: Quels défis aujourd'hui et demain? »	1	Virtuel	100,00 \$
2022-05-09	2022-05-10	Via l'Anse et Résidence-Elle	Prévenir les homicides intrafamiliaux	1	aberry-de-Valley	- \$
2022-05-04	2022-05-04	CIUSSS MCQ	Protection des victimes de violence conjugale, un défi toujours actuel	1	Virtuel	- \$
2022-05-04	2022-05-04	CIUSSS MCQ	Une image vaut mille maux, un outil en violence conjugale en version web	1	Virtuel	- \$

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2022-05-04	2022-05-04	CIUSSS MCQ	Le programme Témoin enfant des CAVAC, les chiens de soutien de la Sûreté du Québec et autres mécanismes d'aide au témoignage: un modèle de collaboration gagnant pour les personnes victimes	1	Virtuel	- \$
2022-05-05	2022-05-05	MSSS	Les enjeux psychosociaux des auteurs d'un filicide : la violence conjugale en toile de fond	1	Virtuel	- \$
2022-10-28	2022-10-28	ESPACE région de Québec et la Maison Hélène-Lacroix	Les enfants et la violence conjugale	1	Virtuel	- \$
2022-05-12	2022-05-12	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Comment les salles de pilotage et le kata peuvent instaurer une culture d'amélioration continue	1	Virtuel	- \$
2022-05-10	2022-05-11	AFI Expertise	Excel intermédiaire : Fonctions et liste de données.	1	Virtuel	- \$
2022-11-08	2022-11-08	Ministère de l'éducation	Atelier sécurité psychologique, civilité et prévention du harcèlement au travail	8	Virtuel	- \$
2022-11-04	2022-11-04	LinkedIn Learning	Persuader et convaincre. 5 erreurs à éviter lors d'une présentation	1	Virtuel	- \$
2022-11-17	2022-11-17	CREMIS (centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales)	Itinérance LGBTQ+ - Intervenir auprès des personnes à risque	1	Virtuel	- \$

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2022-11-23	2022-11-23	Ministère de l'Éducation	Formation : les contrats et ententes de services au MEQ	1	Virtuel	- \$
2022-11-03	2022-11-03	Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Femmes victimes de violences sexistes et justice : dialogues et stratégies	1	Virtuel	- \$
2022-11-25	2022-11-25	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)	Colloque : Briser le silence sur les violences obstétricales et gynécologiques : documenter les discriminations sexistes et racistes	3	Virtuel	- \$
2022-11-23	2022-11-23	Ministère de l'Éducation	Formation : les contrats et ententes de services au MEQ	1	Virtuel	- \$
2022-12-06	2022-12-06	SCF	Formation sur les indicateurs	1	Virtuel	- \$
2022-12-12	2022-12-12	Université Laval	Midis-conférences Vi-J: les hommes autochtones et la violence conjugale	2	Virtuel	- \$
2022-12-06	2022-12-06	Table intersectorielle en violence sexuelle de Lanaudière	Journée d'échange régionale en matière de violence sexuelle (Lanaudière)	1	Virtuel	- \$
2022-12-06	2022-12-06	Right to Be Canada	Stand Up! Agissons ensemble contre le harcèlement de rue	1	Virtuel	- \$

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2022-12-07	2022-12-08	AFI Expertise	Excel avancé	1	Virtuel	- \$
2022-12-02	2022-12-02	RAIV (recherches appliquées et interdisciplinaires sur les violences intimes, familiales et structurelles	Colloque 30 ans de recherche en violence conjugale au Québec	1	Virtuel	- \$
2023-01-27	2023-01-27	Sécurité publique Canada	Webinaire 2: Sextorsion et tendances émergentes dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne	1	Virtuel	- \$
2023-01-30	2023-01-31	CIUSS de la Capitale-Nationale	Formation de prévention et d'intervention en exploitation sexuelle	1	Virtuel	- \$
2023-01-19	2023-01-19	Alliance 2e étape	Violence conjugale et traumatismes craniocérébraux : répercussions individuelles, causes et impacts systémiques	1	Virtuel	- \$
2023-02-09	2023-02-27	Formation sur le module de Gestion des tâches (mandats) et sur le module de Gestion documentaire - SyGED	PG Solutions	4	Virtuel	- \$
2023-02-14	2023-02-15	Formation Komodo	Centre de recherche appliquée en intervention psychosociale (CRAIP) du CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	Drummondville	- \$
2023-02-24	2023-02-24	Série de webinaires de Sécurité publique Canada - Webinaire 3 : Le rôle des organisations de la société civile et du milieu universitaire dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet	Sécurité publique Canada	1	Virtuel	- \$

Date de début	Date de fin	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2023-02-20	2023-02-24	Le gouvernement au sein de l'État (programme Comprendre le fonctionnement de l'État)	École nationale d'administration publique (ENAP)	1	Virtuel	- \$
2023-02-15	2023-02-15	Leçons tirées des projets financés par FEGC : Importance d'impliquer les hommes et les garçons pour prévenir et contrer la VFS	Femmes et Égalité des genres Canada	1	Virtuel	- \$

P. 10 LISTE DE TOUS LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2022-2023 ET LE BUDGET ALLOUÉ POUR LA TENUE DE CHACUN D'EUX.

Veillez-vous référer à la question 4 des renseignements généraux.

P. 11 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2023, POUR CHAQUE COUR DE JURIDICTION QUÉBÉCOISE. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LES MESURES PRISES EN 2022-2023 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES COURS AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du Secrétariat à la sélection des candidats à la fonction de juge du ministère de la Justice.

**P. 12 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES OCCUPANT DES POSTES DÉCISIONNELS AU SEIN DES
CONSEILS MUNICIPAUX.**

Cette question relève du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

P.13 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT, AU SENS DE LA *LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT*.

Cette question relève du Secrétariat aux emplois supérieurs.

P.14 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS. INDiquer LES MESURES PRISES EN 2022-2023 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES ORDRES AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du ministère de l'Enseignement supérieur.

**P.15 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES UNIVERSITÉS.
INDIQUER LES MESURES PRISES EN 2022-2023 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES UNIVERSITÉS AVEC UNE
SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.**

Cette question relève du ministère de l’Enseignement supérieur.

P.16 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES CISSS, CIUSSS ET DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ NON FUSIONNÉS. INDIQUER LES MESURES PRISES EN 2022-2023 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES ÉTABLISSEMENTS AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P.17 Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2019. Indiquer les mesures prises en 2022-2023 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.

Cette question relève du Secrétariat aux emplois supérieurs.

P. 18 LISTE DES MESURES INITIÉES AFIN DE SENSIBILISER LES ENTREPRISES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ENTRE LES EMPLOIS FÉMININS ET LES EMPLOIS MASCULINS, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2022-2023. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

Cette question relève de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

P. 19 LISTE DES MESURES INITIÉES AFIN DE VALORISER L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES FEMMES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2022-2023. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

Le Secrétariat à la condition féminine a soutenu ces projets en 2022-2023 :

Organisme	Titre	Description	Année de l'annonce	Durée	Montants 2022-2023
Projet national					
Evol	Programme de subvention à la relance	Contrat à EVOL pour la gestion d'un programme d'octroi de subventions visant à aider des entrepreneures à adapter leur modèle d'affaires (ex.: virage numérique ou opportunité avec une viabilité à long terme obtenue à la suite de la crise de la COVID-19) et leur fournir un accompagnement personnalisé pour une durée de 12 mois.	2020-2021	2 ans	9 400 \$
Projets régionaux					
Comité condition féminine Baie-James (CCFBJ)	CANAPÉ	Développer une structure d'accueil, d'intégration et de socialisation pour les femmes nouvellement établies dans la région, dont les entrepreneures et professionnelles.	2022-2023	2 ans	15 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec (TCMFCQ)	Laboratoire d'émergence en économie sociale	Soutenir l'émergence de projets en entrepreneuriat collectif comme modèle entrepreneurial	2022-2023	2 ans	2 984 \$

- P. 20** LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, COMITÉS DE VIGILANCE, ET DE CEUX IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES EN 2019-2020, 2020-2021 ET 2022-2023. VENTILER PAR SOUS-MINISTÉRIAT ET PAR ORGANISME ET INDICHER, POUR CHACUN :
- A. LE(S) MANDAT(S);
 - B. LA LISTE DES MEMBRES (INCLUANT LES MEMBRES EXTERNES, OBSERVATEURS OU PROVISOIRES);
 - C. LES RENCONTRES TENUES EN 2022-2023;
 - D. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES RENCONTRES TENUES EN 2022-2023;
 - E. LES RENCONTRES PRÉVUES EN 2023-2024 AVEC L’OBJET ET L’ÉCHÉANCIER.
-

Veillez-vous référer à la question 69 des renseignements généraux.

P. 21 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2023, DU NOMBRE DE PERSONNES AYANT SUIVI UNE FORMATION EN LIGNE SUR LES ADS (INCLUANT LES FORMATIONS RÉGIONALES), DANS LE CADRE DE LA POURSUITE DE L'OFFRE DE SERVICES DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUPRÈS DES HAUTES AUTORITÉS, DES GESTIONNAIRES ET DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, LES CRE ET LES VILLES.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est également proposée et une série d'outils a été créée et mis en ligne à l'hiver 2023 par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a été rédigé et les premières étapes de recrutement des projets pilotes ont été entamées.

En 2022-2023, deux formations d'introduction à l'ADS à l'intention du personnel du gouvernement ont été offertes par le SCF. Le SCF a formé 140 personnes du gouvernement, principalement de niveau professionnel et quelques-unes de niveau gestionnaire.

Ces 140 personnes proviennent de 20 ministères et organismes différents :

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement;
2. Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;
3. Curateur public du Québec;
4. Directeur des poursuites criminelles et pénales;
5. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
6. Ministère de l'Éducation;
7. Ministère de l'Enseignement supérieur;
8. Ministère de la Culture et des Communications;
9. Ministère de la Justice;
10. Ministère de la Santé et des Services sociaux;
11. Ministère de la Sécurité publique;
12. Ministère des Finances;
13. Ministère des Transports;
14. Ministère du Conseil exécutif;
15. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
16. Office des personnes handicapées du Québec;
17. Régie de l'assurance maladie du Québec;
18. Secrétariat à la condition féminine;
19. Secrétariat du conseil du Trésor;
20. Secrétariat aux aînés.

P. 22 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2023, DE LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT SYSTÉMATISÉ L'INTÉGRATION DES ADS DANS LEURS PROCESSUS. PRÉCISER ÉGALEMENT POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME LA NATURE DES MÉCANISMES INTERNES INSTITUÉS, LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2022-2023.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.). Le budget en ressources humaines dédié à l'analyse différenciée selon les sexes a été de 200 000 \$ en 2022-2023.

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est également proposée et une série d'outils a été créée et mise en ligne à l'hiver 2023 par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a été rédigé et les premières étapes de recrutement des projets pilotes ont été entamées.

L'intégration systématique de l'ADS dans les processus et mécanismes internes des ministères et organismes revient à chaque ministère et organisme.

En 2022-2023, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (en date du 28 février 2023) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Comité de pertinence pour une action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)
- *Intégration de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) à la démarche d'évaluation de programme* (Secrétariat du Conseil du Trésor)
- *Stratégie nationale de prévention du suicide 2022-2026 – Rallumer l'espoir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)

P. 23 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2023, DU NOMBRE DE FORMATEURS ET DE FORMATRICES SOUTENU PAR LE SCF. PRÉCISER LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2023-2024. PRÉCISER CE QU'IL EST ADVENU DES FORMATEURS ET FORMATRICES SOUTENUS DANS LE CADRE DES ENTENTES RÉGIONALES.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.). Le budget en ressources humaines dédié à l'analyse différenciée selon les sexes a été de 200 000 \$ en 2022-2023.

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est également proposée et une série d'outils a été créée et mise en ligne à l'hiver 2023 par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a été rédigé et les premières étapes de recrutement des projets pilotes ont été entamées. En 2022-2023, deux formations d'introduction à l'ADS à l'intention du personnel du gouvernement ont été offertes par le SCF. Trois professionnelles du SCF offrent des formations en ADS. Le SCF a formé 140 personnes du gouvernement, principalement de niveau professionnel et quelques-unes de niveau gestionnaire.

Ces 140 personnes proviennent de 20 ministères et organismes différents :

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement;
2. Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;
3. Curateur public du Québec;
4. Directeur des poursuites criminelles et pénales;
5. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
6. Ministère de l'Éducation;
7. Ministère de l'Enseignement supérieur;
8. Ministère de la Culture et des Communications;
9. Ministère de la Justice;
10. Ministère de la Santé et des Services sociaux;
11. Ministère de la Sécurité publique;
12. Ministère des Finances;
13. Ministère des Transports;
14. Ministère du Conseil exécutif;
15. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
16. Office des Personnes handicapées du Québec;
17. Régie de l'Assurance maladie du Québec;
18. Secrétariat à la condition féminine;
19. Secrétariat du Conseil du trésor;
20. Secrétariat aux aînés.

P. 24 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2023 DES INSTANCES EN PLACE POUR MAINTENIR ET CONSOLIDER LES ADS. PRÉCISER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES EN 2022-2023 PAR LE COMITÉ DIRECTEUR ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ADS.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est également proposée et une série d'outils a été créé et mis en ligne à l'hiver 2023 par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a été rédigé et les premières étapes de recrutement des projets pilotes ont été entamées.

P. 25 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2023, QUANT AU DÉVELOPPEMENT D'UNE APPROCHE PROMOTIONNELLE AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, DES VILLES ET DES INSTANCES RÉGIONALES ET LOCALES. PRÉCISER NOTAMMENT LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2022-2023.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.). Le budget en ressources humaines dédié à l'analyse différenciée selon les sexes a été de 200 000 \$ en 2022-2023.

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est également proposée et une série d'outils a été créée et mise en ligne à l'hiver 2023 par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a été rédigé et les premières étapes de recrutement des projets pilotes ont été entamées.

En 2022-2023, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (en date du 28 février 2023) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Comité de pertinence pour une action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)
- *Intégration de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) à la démarche d'évaluation de programme* (Secrétariat du Conseil du Trésor)
- *Stratégie nationale de prévention du suicide 2022-2026 – Rallumer l'espoir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)

En 2022-2023, deux formations d'introduction à l'ADS à l'intention du personnel du gouvernement ont été offertes par le SCF. Le SCF a formé 140 personnes du gouvernement, principalement de niveau professionnel et quelques-unes de niveau gestionnaire.

Ces 140 personnes proviennent de 20 ministères et organismes différents :

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement;
2. Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;
3. Curateur public du Québec;
4. Directeur des poursuites criminelles et pénales;
5. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
6. Ministère de l'Éducation;
7. Ministère de l'Enseignement supérieur;
8. Ministère de la Culture et des Communications;
9. Ministère de la Justice;
10. Ministère de la Santé et des Services sociaux;
11. Ministère de la Sécurité publique;
12. Ministère des Finances;
13. Ministère des Transports;
14. Ministère du Conseil exécutif;
15. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
16. Office des personnes handicapées du Québec;

P. 25 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2023, QUANT AU DÉVELOPPEMENT D'UNE APPROCHE PROMOTIONNELLE AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, DES VILLES ET DES INSTANCES RÉGIONALES ET LOCALES. PRÉCISER NOTAMMENT LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2022-2023.

- 17. Régie de l'assurance maladie du Québec;
- 18. Secrétariat à la condition féminine;
- 19. Secrétariat du conseil du Trésor;
- 20. Secrétariat aux aînés.

Le SCF a aussi versé 16 k\$ à la Fédération québécoise des municipalités pour la réalisation du projet « Pour l'atteinte de la parité en politique municipale ». Le projet prévoit notamment de dresser l'état de l'évolution des préoccupations des personnes élues à l'aide d'une démarche intégrant l'ADS.

Le SCF a versé 16 k\$ à l'Union des municipalités du Québec pour la mise en œuvre du Plan d'action de la Commission Femmes et Gouvernance. Ce plan prévoit notamment la conception et la diffusion de fiches synthèses présentant différentes façons d'appliquer l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) dans un contexte municipal (ex. : transports, aménagement du territoire, loisirs, budget, etc.).

P. 26 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2023, DE L'ORGANISATION D'UN FORUM SUR LES ADS.

Aucun Forum sur les ADS n'a été organisé en 2022-2023.

Le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (Plan d'action 2018-2023) réunit une vingtaine de ministères et organismes gouvernementaux qui se sont engagés à agir contre la violence conjugale durant ces cinq années de mise en œuvre.

- Il totalise un investissement sur cinq ans de plus de 600 M\$, dont 86 M\$ pour la mise en œuvre des 56 nouvelles actions et près de 520 M\$ consacrés aux actions récurrentes.

Parmi ces 56 actions, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est responsable de la mise en œuvre de sept actions, en plus de collaborer à la réalisation de mesures sous la responsabilité d'autres ministères ou organismes.

En 2022-2023, le SCF a financé :

- Action 2 : Développer, adapter ou rediffuser des outils de sensibilisation et d'information de manière à mieux joindre des groupes de population vivant dans des contextes de vulnérabilité par rapport à la violence conjugale ainsi que les enfants exposés à cette violence (40 764 \$).
- Action 3 : Soutenir des activités de sensibilisation à la violence entre partenaires intimes pour les hommes et les garçons (7 070 \$).
- Action 4 : Soutenir des projets de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes (32 230 \$).

À noter qu'en 2022-2023, le financement de l'action 1 « Soutenir des activités de sensibilisation à la violence conjugale et à la violence faite aux femmes » du Plan d'action 2018-2023 s'est poursuivi à travers l'action 1 « Mener des campagnes et soutenir des activités de sensibilisation à la violence sexuelle et à la violence conjugale en s'assurant qu'elles sont adaptées aux réalités de certains groupes et que certaines interpellent directement les auteurs » de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*.

Le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique), coordonné par le SCF, est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.

- Il totalise un investissement sur 5 ans de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.

Parmi ces quatorze actions, le SCF est responsable de la mise en œuvre de deux actions, en plus de collaborer à la réalisation de mesures sous la responsabilité d'autres ministères ou organismes.

En 2022-2023, le SCF a mis en œuvre les actions suivantes :

- Action 6 « Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec ».

Cette action a été bonifiée par l'action 3 « Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions » des *Actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides* annoncées le 23 avril 2021.

Les montants versés en 2022-2023 pour l'ensemble des projets de cellules d'intervention rapide totalisent 1 051 723 \$.

- Action 13 « Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* ».

Des dépenses liées à la masse salariale ont contribué à la mise en œuvre de cette action en 2022-2023.

Le Plan d'action spécifique prévoit également la prise en compte des réalités des Premières Nations et Inuit. En 2022-2023, le SCF a versé un montant de 3 699 279,10 \$ pour des projets visant à prévenir et contrer la - violence sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone.

Les *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026* (Actions prioritaires 2021-2026) ont été annoncées le 23 avril 2021 et sont mises en œuvre par sept ministères et organismes. Elles totalisent 222,9 M\$ sur cinq ans. Le SCF est responsable de trois mesures.

- Action 3 : Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions (voir Action 6 du Plan d'action spécifique)
- Action 9 : Renforcer le rôle de coordination du SCF afin de réaliser les engagements gouvernementaux. Des dépenses liées à la masse salariale ont contribué à la mise en œuvre de cette action en 2022-2023.

P. 27 BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2022-2023 DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.

-
- Action A2 : Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones, ainsi que leur entourage en contexte de violence conjugale et familiale.

En 2022-2023, le SCF a versé un montant de 3 699 279,10 \$ pour des projets visant à prévenir et contrer la violence sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone.

P. 28 INDiquer le nombre de rencontres que le Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et ses sous-comités ont dédiés, en tout ou en partie, à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de violence conjugale en 2022-2023.

Pour la fréquence et les membres des rencontres des comités interministériels, veuillez-vous référer à la question 69 des renseignements généraux.

P. 29 INDiquer LE FINANCEMENT RÉCURRENT À LA MISSION ACCORDÉ AUX MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE POUR L'ANNÉE **2022-2023** AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR **2023-2024**.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 30 FOURNIR LA VENTILATION DE L'UTILISATION DÉTAILLÉE DU BUDGET OCTROYÉ POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE. VENTILER PAR CATÉGORIE (CONSOLIDER ET ACCROÎTRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, AMÉLIORER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE), PAR RÉGION, PAR ANNÉE. NOMMER LES ORGANISMES FINANCÉS PAR RÉGION.

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le financement en lien avec le traitement judiciaire des dossiers en matière de violence conjugale relève du ministère de la Justice.

En 2022-2023, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a réalisé plusieurs activités et soutenu de nombreux projets en matière de sensibilisation et de lutte à la violence conjugale, voir la fiche RP3-40.

Le SCF a également réalisé une campagne de sensibilisation en matière de violence conjugale pour un montant de 569 075 \$.

P. 31 INDIQUER LES MESURES ET LES SOMMES ENGAGÉES EN 2022-2023 PAR LE SCF POUR LES FEMMES IMMIGRANTES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, PAR RÉGION, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024.

Dans le cadre de ses plans d'action et stratégies, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) soutient diverses initiatives de sensibilisation en matière de violence conjugale. Certaines d'entre elles ont pour objectif de notamment rejoindre des femmes immigrantes ayant un vécu de violence conjugale.

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023

Différents projets ciblant les femmes immigrantes ou racisées sont financés dans le cadre d'une des 56 actions du plan ou dans le cadre de l'appel de projets en matière de violence conjugale 2020-2021 :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Région	Montants versés en 2022-2023
Centre Louis-Joliet du Centre de services scolaire de la Capitale	Sensibilisation des élèves immigrants à la violence conjugale	2020-2021	3 ans	Capitale-Nationale	42 880 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Violence conjugale: une solution partagée	2020-2021	3 ans	Montréal	31 672 \$
Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles	Mieux connaître pour mieux agir sur les violences conjugales	2020-2021	2 ans	Montréal	16 970 \$
Université Laval	Étude pilote d'une stratégie globale de pratique infirmière en violence conjugale : développement, implantation et évaluation d'une formation et d'un programme visant l'usage d'un guide de pratique pour l'identification, l'intervention précoce et l'accompagnement à l'Hôpital Juif de Montréal	2021-2022	1 an	Montréal	17 684 \$
Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase A	2021-2022	1 an	National	6 000 \$

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027

Certaines des 58 actions de la Stratégie découlent de la prise en compte des réalités particulières de différents groupes, notamment les femmes immigrantes ou racisées, ou encore prévoient une intervention adaptée à ces réalités spécifiques. Dans le cadre de l'action 1, le SCF finance ainsi le projet suivant :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Région	Montant versé en 2022-2023
Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase B	2022-2023	2 ans	National	144 000 \$

**P. 32 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2022-2023 POUR ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE.
VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :**

- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;**
 - B. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;**
 - C. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;**
 - D. AIDE POUR LES ENFANTS;**
 - E. AIDE JURIDIQUE;**
 - F. AUTRES.**
-

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Pour le détail du soutien financier du SCF pour soutenir les femmes et enfants victimes de violence conjugale, veuillez-vous référer à l'annexe RP1-39 VC.

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (actions sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF))^{1,2}:

Axe 1 : PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET DÉPISTAGE

Action 1 : Mener des campagnes et soutenir des activités de sensibilisations à la violence sexuelle et à la violence conjugale en s'assurant qu'elles soient adaptées aux réalités de certains groupes et que certaines interpellent directement les auteurs :

- Campagne de sensibilisation en matière d'agression sexuelle chez les mineurs : 734 175 \$ (National);
- Centre Interligne - Promotion des outils du projet LEXIC2, la suite – Comprendre et contrer les violences sexuelles vécues par les communautés LGBTQIA+ : 16 000 \$ (National);
- CLES - Campagne de sensibilisation : un trop grand prix pour les femmes et les filles 2022 : 30 000 \$ (Montréal);
- INSPQ – Mise à jour de la Trousse média sur les agressions sexuelles : 200 000 \$ (National).

Action 4 : RQCALACS et CALACS-Soutenir des initiatives visant à sensibiliser les élèves du secondaire à la violence sexuelle dont le déploiement du programme Empreinte – agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel : 776 939 \$ (National et régional).

Axe 3 : DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES, FORMATION ET PARTAGE DE L'EXPERTISE

Action 36 : Offrir des corpus cohérents et complémentaires de formation sur la violence sexuelle et la violence conjugale, abordant notamment ces formes de violence en milieux autochtones et la réalité de certains groupes de population : des dépenses liées à la masse salariale ont permis la mise en œuvre de cette action.

Action 57 : Favoriser la concertation entre les organismes d'aide aux personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale et les organismes soutenant les groupes de population vivant dans des contextes de vulnérabilité à ces violences :

- CLES - Espaces V.I.E et formation : 180 000 \$ (National).

GOVERNANCE, SUIVI ET ÉVALUATION

- Entente de services avec l'Université de Sherbrooke pour l'évaluation du projet pilote en sortie de prostitution coordonné par le Secrétariat à la condition féminine : 8 451 \$.

Autres initiatives financées par le SCF en matière de violence sexuelle :

Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs

Action 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle

- Phare des Affranchies - Programme Lueur : consolidation et expansion : 262 500 \$ (National).

¹ D'autres projets sont en cours mais pour lesquels aucun versement n'était prévu en 2022-2023

² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.

P. 34 INDiquer LES SOMMES ENGAGÉES ET LE NOM DES ORGANISMES SOUTENUS, PAR RÉGION, EN 2022-2023 PAR LE SCF POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

Voir la fiche RP3-33.

P. 35 INDiquer LES SOMMES ENGAGÉES ET LE NOM DES ORGANISMES SOUTENUS, PAR RÉGION, EN 2022-2023 PAR LE SCF POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'EXPLOITATION SEXUELLE. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

En 2022-2023, dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a versé une somme de 262 500 \$ au Phare des Affranchies dans le cadre de son projet « Programme Lueur : consolidation et expansion » (National).

Également en 2022-2023, dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*, des projets pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle, menés par les organismes du milieu, ont été financés par le SCF :

- CLES – « Campagne de sensibilisation : un trop grand prix pour les femmes et les filles 2022 » (30 000 \$, Montréal).
- CLES – « Espaces V.I.E et formation » (180 000 \$, National).
- Université de Sherbrooke - évaluation du projet pilote en sortie de prostitution coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (8 451 \$).

P. 36 INDiquer les mesures et les sommes engagées en 2022-2023 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.

En 2022-2023, ce sont 1 130 876 \$ qui ont été versés par le SCF pour 10 projets en violence sexuelle en contexte autochtone. (voir annexe 36)

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2022-2023
Projets en violence sexuelle				
Femmes Autochtones du Québec	Respect de nos corps	2021-2022	4 ans	52 800,00 \$
Centre des femmes de Montréal	Partage et guérison : en mouvement vers le mieux-être	2021-2022	4 ans	111 492,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caratère sexuel - Point de service à Pessamit	2021-2022	4 ans	125 400,00 \$
Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	Cercle de soutien pour hommes autochtones abusés sexuellement dans l'enfance	2021-2022	2 ans	85 000,00 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Nunavik training and toolkit regarding sexual abuse of Inuit children	2021-2022	3 ans	100 000,00 \$
L'Association des femmes cries d'Eeyou Istchee	"I said no" Campaign	2021-2022	2 ans	175 000,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	2021-2022	4 ans	108 840,00 \$
CALACS Châteauguay	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	2021-2022	4 ans	20 064,00 \$
Fonds de recherche du Québec	Recherche pour mieux comprendre l'itinérance chez les femmes autochtones et co-construire des pistes d'action en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit	2022-2023	4 ans	205 000,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	2021-2022	4 ans	147 280,00 \$
Total Violence sexuelle				1 130 876,00 \$

**P. 37 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ALLOUÉES CONCERNANT L’OFFRE DE FORMATION EN MILIEU AUTOCHTONE
RELATIVEMENT À L’INTERVENTION AUPRÈS DES FEMMES ET DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES.**

En 2022-2023, le SCF a versé 1 130 876 \$ pour 10 projets en violence sexuelle dans les milieux autochtones. Parmi ces projets, l’Université du Québec à Chicoutimi développe présentement des outils de formation pour les professionnels du milieu scolaire et les parents en prévention de la violence sexuelle chez les Premières Nations. Le projet de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik vise également à développer des outils et de la formation en prévention de la violence sexuelle auprès des enfants Inuit. (voir annexe RP3-36)

P. 38 INDiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.

Voir réponse à la question 36.

P. 39 PRÉCISER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES PAR LE SOUS-COMITÉ « VOLET AUTOCHTONE » EN 2022-2023 POUR ÉLABORER UNE STRATÉGIE SPÉCIFIQUE D'INTERVENTION POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES MILIEUX AUTOCHTONES.

Le comité femmes autochtones s'est réuni à trois reprises en 2022-2023 à Montréal et à Québec.

P. 40 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2022-2023 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, PAR RÉGION, INCLUANT LES GROUPES, ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

L'essentiel du financement des ressources pour femmes et enfants victimes de violence est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

En 2022-2023, le Secrétariat à la condition féminine a toutefois financé plusieurs initiatives visant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence.

Voir annexes 40 VC et 40 VS.

Sommes accordées par région par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence sexuelle ^{1,2}		
1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023		
Projet/activité	Région	Montant versé
Action 21 du Plan d’action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l’exploitation sexuelle des mineurs		
Phare des Affranchies - Programme Lueur : consolidation et expansion	National	262 500 \$
Action 1 de la Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et pour Rebâtir la confiance		
CLES - Campagne de sensibilisation : un trop grand prix pour les femmes et les filles 2022	Montréal	30 000 \$
Centre Interligne- Promotion des outils du projet LEXIC2, la suite – Comprendre et contrer les violences sexuelles vécues par les communautés LGBTQIA+	National	16 000 \$
INSPQ - Mise à jour de la Trousse média sur les agressions sexuelles	National	200 000 \$
Action 4 de la Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance		
RQCALACS et CALACS - Soutien au déploiement du programme Empreinte, agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	National	776 939 \$
Action 57 de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027		
CLES - Espaces V.I.E et formation	National	180 000 \$
Gouvernance, suivi et évaluation de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et pour Rebâtir la confiance 2022-2027		
Université de Sherbrooke - Entente de services pour l'évaluation du projet pilote en sortie de prostitution coordonné par le Secrétariat à la condition féminine	NA	8 451 \$
Autres actions		
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine - « Un répertoire en ligne pour contrer l’hostilité en ligne visant les femmes »	National	41 902 \$

Sommes accordées par région par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence sexuelle^{1,2} 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023		
Projet/activité	Région	Montant versé
Ville de Montréal - « Harcèlement de rue envers les femmes à Montréal : étude quantitative »	Montréal	12 000 \$
¹ D'autres projets sont en cours mais pour lesquels aucun versement n'était prévu en 2022-2023		
² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.		

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023 ^{1,2}		
Projet/activité		Montant versé
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale 2020-2021		
Carrefour pour Elle - Sans cri ni haine; vers des rapports égaux	Montréal	45 000 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges - Violence conjugale: une solution partagée	Montréal	31 672 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque - Manikewin	Mauricie	45 000 \$
Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc. - Sous tension : Participation citoyenne pour s'unir contre la violence conjugale	Mauricie	45 000 \$
L'Escale de l'Estrie - La Violence conjugale, ça me concerne (titre provisoire)	Estrie	45 000 \$
Service d'aide aux victimes d'actes criminels MV - Clinique d'information adressées aux proches de personnes victimes de violence conjugale	Saguenay - Lac-Saint-Jean	14 757 \$
Sexplique - Projet Masque	Capitale-Nationale	45 000 \$
CONVERGENCE, SERVICE D'AIDE AUX HOMMES DE LA GASPÉSIE - Les rapports égaux et la violence amoureuse, c'est chill d'en parler	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	11 450 \$
La Jonction pour elle - Panneaux routiers	Chaudières-Appalaches	13 635 \$
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay-Lac-Saint-Jean - Tous alliés pour des relations pacifiques et égaux au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay - Lac-Saint-Jean	17 939 \$
L'Antre-Hulloises Inc. - Soyez nos Alliés	Outatouais	20 000 \$
Centre Louis-Joliet de la Commission scolaire de la Capitale - Sensibilisation des élèves immigrants à la violence conjugale	Capitale-Nationale	42 880 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023 ^{1,2}		
Projet/activité		Montant versé
Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles - Mieux connaître pour mieux agir sur les Violences conjugales	Montréal	16 970 \$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC) - Milieux de travail alliés	Montréal	45 000 \$
Coopérative des travailleuses et travailleurs de théâtre des Bois-Francs - Droit au but	Centre-du Québec	43 227 \$
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques : Soutenir financièrement les activités de sensibilisation des groupes de femmes organisées à l'occasion des journées annuelles d'action contre la violence faite aux femmes		
Comité des 12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes - 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes	National	50 000 \$
Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - Marathon des mots contre la violence conjugale	National	25 000 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - Parcours de femmes : l'intersectionnalité, pour mieux comprendre et soutenir les femmes violentées	National	25 000 \$
Projets co-construits		
SOS violence conjugale - « ...Et si je te disais que c'est de la violence ? Phase B »	National	50 000 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM) - Cyberviolences exercées par un partenaire intime ou un ex-partenaire : campagne de sensibilisation à l'endroit des jeunes femmes vulnérables	Montréal	9 197 \$
RAPLIQ - Accueil en hébergement des femmes en situation de handicap victimes de violence conjugale	National	3 214 \$
Université du Québec à Chicoutimi - Avec elles contre la violence dans les relations intimes	Saguenay - Lac-Saint-Jean	7 070 \$
Centre Louise-Amélie - Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase A	Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	6 000 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023 ^{1,2}		
Projet/activité		Montant versé
Centre Louise-Amélie - Moi, j’habite nulle part – saison 2 phase B	Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	144 000 \$
Université Laval (ULaval) - Étude pilote d’une stratégie globale de pratique infirmière en violence conjugale : développement, implantation et évaluation d’une formation et d’un programme visant l’usage d’un guide de pratique pour l’identification, l’intervention précoce et l’accompagnement à l’Hôpital Juif de Montréal	Capitale-Nationale	17 684 \$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale - Soutenir le développement de nouvelles maisons d’aide et d’hébergement pour femmes victimes de violence conjugale	National	129 500 \$
Fédération des maisons d’hébergement pour femmes - Optimiser le développement du réseau de maisons d’hébergement pour femmes : gage d’amélioration de l’accès des femmes violentées et de leurs enfants à l’hébergement sécuritaire et aux services spécialisés	National	129 500 \$
Alliance des maisons d’hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale - Soutien au développement du réseau MH2 au Québec	National	129 500 \$
Carrefour familial des personnes handicapées - Un chemin accessible vers une vie sans violence conjugale pour les femmes en situation de handicap	Capitale-Nationale	19 866 \$
Association d'entraide le Chaînon inc.- RéAgir	Montréal	32 230 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023 ^{1,2}		
Projet/activité		Montant versé
Cellules d'intervention rapide		
VIA l'Anse	Montréal	32 457 \$
Maison d'aide et d'hébergement la Re-source de Châteauguay	Montréal	18 000 \$
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	Laurentides	42 000 \$
Centre des ressources pour hommes Drummond	Centre-du Québec	8 455 \$
Hommes Sept-ils	Côte-Nord	42 000 \$
Maisons Unies-Vers-Femmes	Outaouais	42 000 \$
Centre de ressources pour hommes Saguenay—Lac-St-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean	42 000 \$
Table de concertation en violence conjugale de Montréal	Montréal	17 500 \$
Alliance gaspésienne d'aide et d'hébergement de la Gaspésie	Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	42 000 \$
Maison d'hébergement pour Elles des Deux Vallées	Outaouais	42 000 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale (Chaudière-Appalaches, Estrie, Centre-du-Québec et Côte-Nord)	Chaudières-Appalaches, Estrie, Centre-du-Québec et Côte-Nord	194 463 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale (Estrie)	Estrie	190 540 \$
Alliance Gaspésienne d'aide et d'hébergement de la Gaspésie (ajout Îles-de-la-Madeleine et MRC de la Côte-de-Gaspé)	Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	96 808 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023 ^{1,2}		
Projet/activité		Montant versé
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Nord-du-Québec	147 000 \$
Entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu/Longueuil	Montréal	94 500 \$
¹ D'autres projets sont en cours mais pour lesquels aucun versement n'était prévu en 2022-2023.		
² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.		

P. 41 PRÉCISER, AU 31 MARS 2023, SI LE COMITÉ DES SOUS-MINISTRES, COPRÉSIDIÉ PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, REMPLIT TOUJOURS SON RÔLE DE S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.

Le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle a mis sur pied deux comités interministériels de niveau sous-ministre associé(e) ou adjoint(e) (comités de niveau SMA) afin de faciliter les travaux d'élaboration des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle d'une part et de violence conjugale d'autre part.

Afin de proposer une réponse gouvernementale concrète et concertée aux recommandations du rapport *Rebâtir la confiance* du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, il a été convenu de fusionner ces deux comités de niveau SMA pour créer le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau SMA.

Le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau SMA est partie intégrante de la structure de gouvernance de l'action gouvernementale en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et inclut la question autochtone.

Ses travaux concernent notamment :

- le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*;
- le *Plan d'action spécifique 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes*;
- les *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026*;
- la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*.

P. 42 FOURNIR TOUTES LES DATES DES RENCONTRES, LES NOMS DES PERSONNES PRÉSENTES, LES RAPPORTS PRÉLIMINAIRES ET LES RÉSULTATS DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES COPRÉSIDIÉ PAR LE SCF ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE. FOURNIR UN ÉCHÉANCIER POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS.

Le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle n'est plus actif. La gouvernance repose sur le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA).

Pour la fréquence et les membres des rencontres des comités interministériels, veuillez-vous référer à la question 69 des renseignements généraux.

P. 43 PRÉCISER QUELLE PART OCCUPENT LES RENCONTRES BILATÉRALES PARMI TOUTES LES RENCONTRES TENUES EN 2022-2023 AU SEIN DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS ET DE SOUS-MINISTRES ADJOINTS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET DES SOUS-COMITÉS.

Lorsque requis, l'ensemble des sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA) des ministères et organismes gouvernementaux siégeant sur le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale se réunit en plénière.

Des communications régulières sont échangées entre le Secrétariat à la condition féminine et l'ensemble des SMA des ministères et organismes gouvernementaux de manière à assurer notamment le suivi de la mise en œuvre :

- du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*;
- du *Plan d'action spécifique 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes*;
- des *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026*;
- de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence).

Lorsqu'il est question de la mise en œuvre d'une action spécifique en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, des rencontres bilatérales ou rassemblant quelques ministères ou organismes gouvernementaux sont davantage pertinentes.

Veuillez-vous référer à la question 69 des renseignements généraux.

P. 44 PRÉCISER DE QUI RELÈVE, AU 31 MARS 2023, LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. PRÉCISER ÉGALEMENT SI LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DEMEURE CORESPONSABLE, AVEC LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, DU VOLET « EXPLOITATION SEXUELLE ».

Coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA) est partie intégrante de la structure de gouvernance de l'action gouvernementale en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et inclut la question autochtone.

Le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau SMA est soutenu par le Comité directeur en violence sexuelle, conjugale et familiale et le Comité interministériel de niveau professionnel en violence sexuelle, conjugale et familiale. Ces deux comités interministériels de niveau directeur et professionnel sont également coordonnés par le SCF.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) est membre de ces trois comités interministériels en matière de violence sexuelle, conjugale et familiale.

À la suite du dépôt du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, c'est le MSP qui a été mandaté pour coordonner la réponse gouvernementale aux recommandations qu'il contient. Le SCF est membre du Comité de coordination interministérielle sur le suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs coordonné par le MSP.

P. 45 FOURNIR TOUTES LES DATES DES RENCONTRES, LES NOMS DES PERSONNES PRÉSENTES, LES RAPPORTS PRÉLIMINAIRES ET LES RÉSULTATS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. FOURNIR UN ÉCHÉANCIER POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS.

Veillez-vous référer à la question 69 des renseignements généraux.

Les recommandations contenues dans l'avis du Conseil du statut de la femme *La prostitution : il est temps d'agir* (l'avis), publié en mai 2012, portaient sur les missions de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux.

Notons que plusieurs actions de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* étaient en lien direct avec les recommandations contenues dans l'avis, soit les actions en matière :

- de campagnes d'information et de sensibilisation auprès de la population;
- de prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes et de leur entrée dans la prostitution;
- de soutien aux femmes souhaitant sortir du milieu de la prostitution, notamment en termes d'accompagnement dans l'obtention de services publics;
- de soutien à des projets issus des organismes œuvrant sur le terrain;
- de renforcement des capacités policières en matière de répression de la criminalité associée à l'exploitation sexuelle;
- de formation des représentantes et représentants des milieux policier, judiciaire et communautaire et gouvernemental.

La *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence) cible également la problématique de l'exploitation sexuelle et plusieurs actions sont en lien direct avec les recommandations contenues dans l'avis, soit les actions en matière :

- de campagnes d'information et de sensibilisation auprès de la population;
- de soutien au déploiement d'initiatives visant à faciliter les démarches des personnes qui souhaitent sortir de la prostitution;
- de soutien à des projets issus des organismes œuvrant sur le terrain;
- de concertation entre les organismes d'aide aux personnes victimes d'exploitation sexuelle;
- de formation des représentantes et représentants des milieux policier, judiciaire et communautaire et gouvernemental;
- de renforcement des capacités policières en matière de répression de la criminalité associée à l'exploitation sexuelle;
- d'augmentation au sein du Directeur des poursuites criminelles et pénales du nombre d'effectifs affectés aux dossiers en matière de violence sexuelle;
- de soutien aux personnes victimes de violence sexuelle en accordant des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit;
- de soutien aux personnes victimes par la création de projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones;
- de soutien aux personnes victimes par la création de projets pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté.

Également, l'action 21 du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs*, dont le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est responsable, vise à mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle.

Finalement, rappelons que depuis la publication de l'avis, la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation est entrée en vigueur, soit le 6 décembre 2014. Cette loi de juridiction fédérale donne suite à certaines des recommandations de l'avis, notamment celles en lien avec les modifications au Code criminel.

P. 47 PRÉCISER LES ACTIONS MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN DATE DU 31 MARS 2023 POUR QUE SOIT SUPPRIMÉE LA PROMOTION DE SERVICES SEXUELS DANS LES PETITES ANNONCES DES JOURNAUX, LES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES, INTERNET ET DANS L'ESPACE PUBLIC (PANNEAUX PUBLICITAIRES OU AUTRES), TEL QUE L'A RECOMMANDÉ LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME DANS SON AVIS DE 2012.

Depuis la publication, en 2012, de l'avis du Conseil du statut de la femme sur la question de la prostitution, la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* est entrée en vigueur, soit le 6 décembre 2014. Celle-ci a eu pour effet, notamment, de créer une nouvelle infraction au Code criminel interdisant la publicité visant à offrir des services sexuels moyennant rétribution. Cette nouvelle infraction s'applique aux personnes qui font de la publicité pour offrir des services sexuels d'autrui moyennant rétribution, notamment dans la presse écrite, sur les sites Internet ou dans des endroits où sont offerts des services sexuels moyennant rétribution, comme les salons de massage érotique ou les bars de danseuses. L'infraction s'applique également aux éditeurs ou aux administrateurs de sites Internet si ceux-ci savent, d'une part, que la publicité existe et, d'autre part, qu'elle vise à offrir des services sexuels moyennant rétribution. À noter que cette disposition offre toutefois une immunité en matière de poursuites à quiconque fait la publicité pour offrir ses propres services sexuels moyennant rétribution.

La mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* a donné lieu à au moins deux actions pouvant concourir à faire respecter cette disposition du Code criminel et à poursuivre les contrevenants :

1. La mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme dirigée par le Service de police de la Ville de Montréal. Cette équipe coordonnée d'enquêteurs spécialisés dans la lutte contre le proxénétisme et la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle est composée de représentants des corps policiers municipaux des villes de Montréal, Québec, Longueuil, Gatineau et Laval, de la Sûreté du Québec, ainsi que de la Gendarmerie royale du Canada (action 22, sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique).
2. La mise sur pied d'un comité de concertation de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet. Ce comité est chargé d'assurer le partage systématique d'information et d'expertise dans ce domaine où les avancées technologiques génèrent de nouvelles problématiques juridiques toujours plus complexes (action 28, sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales).

Dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu financièrement la CLES dans son projet « Campagne de sensibilisation : un trop grand prix pour les femmes et les filles 2022 » (30 000 \$). Ce projet avait pour objectif de prévenir le recrutement des filles et des femmes par les proxénètes et l'industrie du sexe en marge du Grand prix de Montréal en ciblant les clients prostitueurs et en insistant sur l'illégalité de l'achat d'actes sexuels au Canada.

P. 48 LISTE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE AYANT REÇU DU FINANCEMENT EN 2022-2023. PRÉVISION POUR 2023-2024.

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Pour sa part, le Secrétariat à la condition féminine a soutenu financièrement certaines maisons d'hébergement^{1,2} en 2022-2023 notamment dans le cadre d'appels de projets en matière de sensibilisation à la violence conjugale et dans le soutien à des cellules d'intervention rapide, lorsqu'elles sont identifiées comme mandataire.

Région	Maison d'hébergement	Titre du projet	Montant 2022-2023
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase A	6 000 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase B	144 000 \$
Montérégie	Carrefour pour Elle	Sans cri ni haine; vers des rapports égalitaires	45 000 \$
Montérégie	Maison d'aide et d'hébergement la Ressource de Châteauguay	Cellule d'intervention rapide	18 000 \$
Chaudière-Appalaches	La Jonction pour elle	Panneaux routiers	13 635 \$
Mauricie	FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc.	Sous tension : Participation citoyenne pour s'unir contre la violence conjugale	45 000 \$
Estrie	Escale de l'Estrie	La violence conjugale, ça me concerne	45 000 \$
Laurentides	Passe-R-elle des Hautes-Laurentides	Cellule d'intervention rapide	42 000 \$
Outaouais	Maison Unies-Vers-Femmes	Cellule d'intervention rapide	42 000 \$
Outaouais	Maison d'hébergement pour elles des deux vallées	Cellule d'intervention rapide	42 000 \$
Québec	Maison communautaire Missinak	Soutenir l'embauche d'une personne chargée de projet pour coordonner la construction et le développement d'une maison d'hébergement de deuxième étape (MH2)	65 997 \$

¹ Seuls les projets pour lesquels un versement était prévu en 2022-2023 sont présentés.
² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.

P. 49 NOMBRE DE NOUVELLES RESSOURCES EMBAUCHÉES DANS LES RESSOURCES D’HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE, VENTILÉ PAR RÉGION.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 50 NOMBRE DE PLACES EN MAISON D’HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CRÉÉES ET CONSOLIDÉES, VENTILÉ PAR RÉGION. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

- P. 52 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2022-2023 POUR ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES.**
VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :
- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;**
 - B. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;**
 - C. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;**
 - D. AIDE POUR LES ENFANTS;**
 - E. AIDE JURIDIQUE;**
 - F. AUTRES.**
-

Le financement à la mission globale des organismes offrant des services d'accompagnement des femmes victimes de violence sexuelle ne relève pas du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Voici les ministères desquels relèvent ces responsabilités :

- A. Le financement des maisons d'hébergement pour femmes relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
- B. Le financement de l'aide psychologique relève du MSSS.
- C. Le financement de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique relève du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur d'une part et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, d'autre part.
- D. Le financement des organismes d'aide aux enfants relève en partie du MSSS et du ministère de la Famille.
- E. Le financement de l'aide juridique relève du ministère de la Justice.

Néanmoins, dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence), le SCF soutient financièrement des projets qui peuvent favoriser l'accompagnement des victimes de violence sexuelle. En 2022-2023 :

- le SCF soutient financièrement le Centre Interligne pour le déploiement du projet « Promotion des outils du projet LEXIC2, la suite – Comprendre et contrer les violences sexuelles vécues par les communautés LGBTQIA+ » (16 000 \$). Ce projet fait suite au lancement de la trousse d'outils LEXIC2 – Comprendre les violences sexuelles vécues par les communautés LGBTQ+ pour mieux intervenir. Les activités prévues dans le cadre du projet répondent à l'objectif de promouvoir l'ensemble des outils dans les milieux d'intervention concernées par la problématique des violences sexuelles.
- Le SCF soutient financièrement la CLES dans son projet « Espaces V.I.E. et formation » (180 000 \$). Ce projet vise d'abord à maintenir et bonifier les activités d'information, d'échanges et de collaboration de la plateforme Espaces V.I.E. Le projet a également pour but de créer sur la plateforme du contenu technopédagogique permettant de former les membres des Espaces V.I.E de même que des intervenantes et intervenants ou clientèles de différents milieux à la réalité de l'exploitation sexuelle et aux bonnes pratiques à mettre en œuvre pour soutenir les femmes et les filles exploitées sexuellement.
- Le SCF a signé une entente de services avec l'Université de Sherbrooke pour l'évaluation du projet pilote en sortie de prostitution coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (8 451 \$).

Dans le cadre du *Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025*, le SCF soutient la création d'« un répertoire en ligne pour contrer l'hostilité en ligne visant les femmes », réalisé par le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Le répertoire de référence relayera d'une part les informations, les recherches et les études relatives à l'évolution des pratiques d'hostilité en ligne touchant les femmes; d'autre part, des tutoriels, des conseils et d'autres contenus utiles aux femmes qui souhaitent reprendre le contrôle de leurs outils connectés et s'outiller face au cyberharcèlement. En 2022-2023, le SCF a versé un montant de 41 902 \$ pour ce projet.

Dans le cadre de l'action 21 du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs*, le SCF soutient financièrement le Phare des AffranchiEs dans son projet « Programme Lueur : consolidation et expansion ». Le projet vise à consolider l'implantation du Programme Lueur dans les secteurs hôteliers et du transport et étendre son implantation à travers la province, le tout en partenariat avec des organisations de différents milieux (communautaires, institutionnels, secteur privé). En 2022-2023, le SCF a versé un montant de 262 500 \$ pour ce projet.

P.53 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2022-2023 POUR AIDER LES PERSONNES PROSTITUÉES À QUITTER CE MILIEU. VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :

- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;**
 - B. SERVICES DE DÉSINTOXICATION;**
 - C. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;**
 - D. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;**
 - E. AIDE JURIDIQUE AFIN D'OBTENIR UN PARDON POUR LES CONDAMNATIONS LIÉES À LA COMMUNICATION À DES FINS DE PROSTITUTION;**
 - F. AUTRES.**
-

Le financement des maisons d'hébergement pour les personnes prostituées (A), les services de désintoxication pour elles (B) ainsi que les services d'aide psychologique adaptés à leurs besoins (C) relèvent du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le financement concernant l'aide à la formation professionnelle et à la réinsertion sociale et économique de ces femmes (D) relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'aide juridique afin d'obtenir un pardon pour les condamnations liées à la communication à des fins de prostitution (E) relève du ministère de la Justice du Québec et du gouvernement fédéral.

Dans le cadre de l'action 19 de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) soutient le déploiement, dans certaines villes du Québec, de personnes-ressources dont le mandat est d'informer et d'accompagner dans leurs démarches les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution (F). Les initiatives de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), la Maison de Marthe, le CALACS L'étoile du Nord, le CALACS Agression Estrie et le CALAS de l'Outaouais sont en cours dans le cadre de cette action, mais aucun versement n'était prévu 2022-2023. L'action 19 prévoit également le déploiement des initiatives en sorties de la prostitution à quatre nouveaux secteurs du Québec.

Dans le cadre de la gouvernance, du suivi et de l'évaluation de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et pour Rebâtir la confiance 2022-2027*, le SCF a conclu une entente de services avec l'Université de Sherbrooke pour l'évaluation du projet pilote en sortie de prostitution coordonné par le SCF. En 2022-2023, le SCF a versé un montant de 8 451 \$ dans le cadre de cette entente.

P. 54 INDiquer LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LA RÉALISATION D'UNE VASTE CAMPAGNE D'INFORMATION AUPRÈS DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET DES CLIENTS EN PARTICULIER AFIN DE DÉCOURAGER L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS ET DE MONTRER LES PRÉJUDICES QUI DÉCOULENT DE LA PROSTITUTION, ET DE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS.

Dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu financièrement la CLES dans son projet « Campagne de sensibilisation : un trop grand prix pour les femmes et les filles 2022 » (30 000 \$). Ce projet avait pour objectif de prévenir le recrutement des filles et des femmes par les proxénètes et l'industrie du sexe en marge du Grand prix de Montréal en ciblant les clients prostitueurs et en insistant sur l'illégalité de l'achat d'actes sexuels au Canada.

P. 55 INDICER LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE MÉDIATIQUE 2021 VISANT À SENSIBILISER LA POPULATION À LA VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE ENVERS LES FEMMES. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

En 2022-2023, une campagne de sensibilisation en matière de violence conjugale ainsi qu'une campagne de sensibilisation en matière d'agression sexuelle chez les mineurs ont été diffusées.

- La campagne en matière de violence conjugale a été diffusée du 30 janvier au 26 mars 2023.
Elle incluait la rediffusion d'une vidéo de 30 secondes réalisée dans le cadre d'une campagne antérieure, « La violence sous toutes ses formes », une nouvelle publicité radio de 30 secondes, une nouvelle vidéo destinée aux médias sociaux, ainsi que des stories Instagram, des carrousels Facebook et du contenu TikTok.
Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a versé un montant de 569 075 \$ pour cette campagne.
- La campagne en matière d'agression sexuelle chez les mineurs a été diffusée du 27 février au 26 mars 2023.
Elle se déclinait en deux volets, soit une vidéo télédiffusée, ainsi qu'un volet numérique qui se composait, entre autres de bannières d'impacts circulant principalement sur les médias sociaux.
Le SCF a versé un montant de 734 175 \$ pour cette campagne.

Le montant total versé par le SCF en 2022-2023 pour des campagnes de sensibilisation en matière de violence conjugale et de violence sexuelle est donc de 1 303 250 \$.

P. 56 NOMBRE TOTAL DE PLACES DANS LES MAISONS D’HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE DE 1^{RE} ÉTAPE ET DE 2^E ÉTAPE. NOMBRE DE PLACES NÉCESSAIRES POUR COMBLER LES BESOINS. VENTILATION PAR RÉGION.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

**P. 57 INDIQUER DE QUELLE FAÇON LE NOMBRE DE PLACES À VENIR DANS LES MAISONS D’HÉBERGEMENT POUR FEMMES
VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE EST RÉPARTI ENTRE LES RÉGIONS.**

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 58 INDiquer LES ACTIONS CONCRÈTES IMPLANTÉES À LA SUITE DES TRAVAUX DES 3 COMITÉS SUIVANTS EN 2022-2023, ET CELLES PRÉVUES EN 2023-2024 :

- A. COMITÉ CONSULTATIF POUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES EN MILIEU SCOLAIRE;
 - B. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DES RAPPORTS ÉGALITAIRES;
 - C. COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ.
-

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a lancé la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* en juin 2022. Le Comité consultatif pour la promotion des rapports égalitaires en milieu scolaire et le Comité interministériel pour la promotion des rapports égalitaires ont été consultés en amont dans le cadre des travaux de renouvellement pour les actions visant à lutter contre les stéréotypes sexuels et sexistes en milieux scolaire et seront impliqués dans les travaux de mise en œuvre de ces actions, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 1.2.2. *Soutenir une offre de formation et d'activités pour engager les milieux de vie des enfants et des jeunes dans la promotion des rapports égalitaires.*

A. Le Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire est coordonné par le SCF. Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat de :

- participer aux travaux entourant la sensibilisation du milieu scolaire aux stéréotypes sexuels;
- soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égalitaires dans les milieux scolaires (préscolaire, primaire et secondaire).

B. Le Comité interministériel pour la promotion de rapports égalitaires est un comité permanent, coordonné par le SCF. Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat :

- d'assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égalitaires;
- d'assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux;
- de soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égalitaires dans les lieux d'éducation.

C. Le Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation (MEQ).

Le SCF siège sur le comité consultatif sur l'éducation à la sexualité, coordonné par le MEQ.

P. 59 INDiquer les suites données à l'avis du Conseil du statut de la femme sur l'égalité entre les sexes en milieu scolaire. Indiquer quelles suites ont été données en 2022-2023 aux recommandations de l'avis qui touche au Secrétariat à la condition féminine. Indiquer si des sommes et des ETC ont été dédiés à cette fin.

Le Conseil du statut de la femme (CSF) a publié à l'automne 2016 l'avis *Égalité entre les sexes en milieu scolaire : des contenus aux pratiques éducatives*. À la fin de l'avis, le CSF a émis dix recommandations. L'une d'entre elles est adressée au Secrétariat à la condition féminine (SCF) :

- Élargir la perspective d'action en milieu scolaire non seulement pour promouvoir les modèles égalitaires et lutter contre les stéréotypes, mais aussi pour faire prendre conscience à l'ensemble des intervenants des inégalités structurant encore les pratiques en milieu scolaire et promouvoir la transgression de genre chez les enfants (l'initiation à des activités, pratiques, intérêts associés à l'autre sexe).

À l'instar des autres avis produits par le CSF, le SCF prend en considération l'avis du CSF dans la planification de ses interventions liées au milieu scolaire et il en a tenu compte dans les travaux d'élaboration de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* (Stratégie égalité).

Par ailleurs, l'action 1.2.2 Stratégie égalité consiste à soutenir une offre de formation et d'activités pour engager les milieux de vie des enfants et des jeunes dans la promotion des rapports égalitaires, dont les écoles. Par exemple, le projet SansStéréotypes invite les enseignantes et enseignants à :

- diversifier les activités pour que les enfants cultivent toutes les compétences nécessaires à leur réussite scolaire;
- encourager les enfants à choisir des activités non associées typiquement à leur sexe;
- amener les enfants à faire preuve d'un esprit critique devant les stéréotypes en leur proposant une réflexion sur les activités qu'elles et ils choisissent ou sur leurs intérêts, qui peuvent refléter des stéréotypes sexuels;
- s'interroger sur leurs propres réactions devant certains stéréotypes sexuels (ex. : pourquoi penser spontanément que les filles ont plus de difficulté en mathématiques?).

En 2022-2023, le SCF a envoyé trois infolettres à près de 5 000 personnes qui interviennent auprès d'enfants et de jeunes (parents, personnel scolaire et personnel des services de garde éducatifs à l'enfance, intervenantes et intervenants du milieu communautaire). Ces infolettres ont offert des outils et des conseils pour lutter contre les stéréotypes sur les thématiques du consentement, du sport, de l'activité physique et de la place des femmes en politique.

Le SCF finance également des projets contribuant à sensibiliser le milieu scolaire à la question du sexisme et des stéréotypes sexuels.

Projets en cours en 2022-2023

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2022-2023
YWCA de Québec	Kaléidoscope, livres jeunesse pour un monde égalitaire - Consolidation	2021-2022	1 an	7 000 \$
YWCA de Québec	Kaléidoscope en action – Soutenir le leadership des jeunes pour la diversité et l'inclusion via les livres	2021-2022	1 an	2 400 \$
C.A.P.A.C.S de l'Abitibi-Ouest	Ensemble pour la prévention de nos enfants!	2022-2023	2 ans	131 416 \$

P. 60 INDiquer SI LE SEcrÉTariat À LA CONDition FÉMININE A ÉTÉ CONSULTÉ POUR L'ÉLABORATION DU PROJET PILOTE D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ. INDiquer SI LE SEcrÉTariat À LA CONDition FÉMININE EST IMPLIQUÉ DANS L'ÉVALUATION DE LA MESURE DEPUIS SON INSTAURATION. INDiquer LES ETC DÉDIÉS AU SUIVI.

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation (MEQ).

Le Secrétariat à la condition féminine siège sur le comité consultatif sur l'éducation à la sexualité, coordonné par le MEQ.

**P. 61 TOUT DOCUMENT, BUDGET, COURRIEL ET TOUTE RENCONTRE VISANT À RÉPONDRE À LA DEMANDE DES ORGANISMES
AFIN QUE SOIT ADOPTÉE UNE LOI POUR PRÉVENIR LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES ÉCOLES DU QUÉBEC.**

Le Secrétariat à la condition féminine n’a accordé aucun budget.

P. 62 INDiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le Secrétariat à la condition féminine a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le Comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Le ministère du Travail coordonne les travaux du Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum. Le ministère du Travail est donc responsable de produire les analyses nécessaires à la prise de décision.

Le Secrétariat à la condition féminine participe aux travaux du Comité et s'assure, lorsque pertinent, que les analyses produites présentent des données différenciées selon les sexes.

P. 63 BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES AUPRÈS DES FEMMES DANS LA CONSTRUCTION POUR L'ANNÉE 2022-2023, AINSI QUE LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2023-2024. INDIQUER LES MONTANTS CONSACRÉS PAR LE SCF.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) porte la responsabilité de la réalisation du bilan de la mise en œuvre du *Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024*.

Au cours de l'année 2022-2023, le SCF a assuré le suivi des projets suivants :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2022-2023
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail	Concertation nationale pour une meilleure intégration des femmes sur les chantiers et dans les autres secteurs de relance et d'avenir – phase 2	2021-2022	1 an	13 700 \$
SEMO Le Jalon	Réunir les conditions gagnantes pour aplanir les enjeux persistants à l'inclusion des femmes en emploi sur les chantiers et dans d'autres secteurs à prédominance masculine	2021-2022	1 an	5 000 \$
Elles de la construction	Contrer les effets de la COVID-19 sur les femmes professionnelles et les entrepreneures en construction au Québec	2021-2022	1 an	16 000 \$

P.64 BILAN ET LISTE DES MESURES INITIÉES AUPRÈS DES FEMMES AUTOCHTONES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2022-2023. PRÉVISIONS POUR 2023-2024.

Pour l'année 2022-2023, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a versé 4 297 879,10 \$ pour des projets dédiés aux Premières Nations et Inuit (voir annexe) en fonction des grands volets suivants (voir annexe).

Dans le cadre des mesures sous sa responsabilité, le SCF a mis en place en septembre 2019, avec le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit (SRPNI), un comité de travail « Femmes autochtones ». Ce Comité regroupe des organisations autochtones qui défendent les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit, et des représentantes et représentants gouvernementaux de ministères et organismes dans le but de réfléchir, d'échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser, d'influencer les politiques et les orientations du gouvernement et de voir à recommander des actions concrètes. La *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* a permis de pérenniser le Comité femmes autochtones. Le comité s'est réuni à trois reprises en 2022-2023 Montréal et à Québec. Le SFC aura versé 41 639,68 \$ pour les frais afférents à ces rencontres d'une journée et demie chacune.

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2022-2023
Projets en égalité				
Association des femmes cries de Eeyou Istchee	Entente en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Eeyou Istchee	2017-2018	4 ans	9 000,00 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples (CIPP)	FabLab féminin	2022-2023	2 ans	240 000,00 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples (CIPP)	FabLab féminin	2019-2020	2 ans	99 600,00 \$
Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James	The negative impacts of fly-in fly-out (FIFO) on women and men workers, their families and the Cree Communities	2022-2023	1 an	250 000,00 \$
Total Égalité				598 600,00 \$
Projets en violences sexuelles				
Femmes Autochtones du Québec*	Respect de nos corps	2021-2022	4 ans	52 800,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2022-2023
Centre des femmes de Montréal*	Partage et guérison : en mouvement vers le mieux-être	2021-2022	4 ans	111 492,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau*	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caratère sexuel - Point de service à Pessamit	2021-2022	4 ans	125 400,00 \$
Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)*	Cercle de soutien pour hommes autochtones abusés sexuellement dans l'enfance	2021-2022	2 ans	85 000,00 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik*	Nunavik training and toolkit regarding sexual abuse of Inuit children	2021-2022	3 ans	100 000,00 \$
L'Association des femmes cries d'Eeyou Istchee *	"I said no" Campaign	2021-2022	2 ans	175 000,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh*	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	2021-2022	4 ans	108 840,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2022-2023
CALACS Châteauguay*	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	2021-2022	4 ans	20 064,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi*	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	2021-2022	4 ans	147 280,00 \$
Fonds de recherche du Québec	Recherche pour mieux comprendre l'itinérance chez les femmes autochtones et co-construire des pistes d'action en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit	2022-2023	4 ans	205 000 \$
Total Violences sexuelles				1 130 876,00 \$
Projets en violence conjugale familiale				
Maison communautaire Missinak	Développement d'une maison d'hébergement de deuxième étape (MH2) :chargée de projet	2022-2023	2 ans	65 997,00 \$
Régie régionale de santé et services sociaux du Nunavik	Cellules d'intervention rapide	2022-2023	3 ans	147 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque	Manikewin	2020-2021	3 ans	45 000,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2022-2023
Centre d'hébergement Tipinuaikan*	Prévention et intervention de proximité à la violence conjugale et/ou familiale en contexte autochtone	2021-2022	2 ans	112 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or*	Wabigoni	2021-2022	2 ans	190 000,00 \$
Services santé et communautaires de Gesgapegiag*	Jinm'mug Nepisutijig (Men in Healing)	2021-2022	2 ans	20 000,00 \$
L'Association des femmes cries d'Eeyou Istchee*	Manchaadaau	2021-2022	2 ans	135 000,00 \$
Femmes Autochtones du Québec*	Nakatueniminitishu (Prends soin de toi)	2021-2022	2 ans	100 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-St-Jean*	La guérison par la culture	2021-2022	2 ans	150 000,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2022-2023
Trajetvi*	Letting Indigenous voices be heard (Part 2): Using research results to help fight violence against women in the community of Listuguj	2021-2022	2 ans	40 000,00 \$
Total violence conjugale familiale				1 004 997,00 \$
Projets Hommes et guérison				
Mohawk Council of Kanesatake*	In Spirit of Healthy Community Kanesatake Family Violence Prevention	2021-2022	4 ans	216 682,60 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre*	Nabé (Homme en Ashinabe)	2021-2022	4 ans	47 757,50 \$
Maison de Job*	Faciliter l'accès aux services d'hébergement en dépendance aux hommes autochtones-Le chemin vers la guérison	2021-2022	4 ans	120 076,00 \$
Centre résidentiel communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue et du nord du Québec (CRC ATNQ)*	Les voix de guérison Tebwewin Aki	2021-2022	4 ans	21 832,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2022-2023
Maison communautaire Missinak*	Cercle Napeu	2021-2022	4 ans	109 160,00 \$
Qimutjuit Men’s Association of Kuujjuaraapik*	Healing Inuit Traditionally On The Land	2021-2022	4 ans	144 637,00 \$
Hommes Sept-Îles*	Shukapeu – homme solide	2021-2022	4 ans	109 160,00 \$
Conseil des Innus de La Romaine*	Hommes et guérison	2021-2022	4 ans	109 160,00 \$
CRH Optimum*	Recherche-action visant le développement de cadres, pratiques et services holistiques adaptés auprès des hommes autochtones de différentes réalités de Mashteuiatsh et ailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean	2021-2022	4 ans	141 870,00 \$
Centre de santé et services sociaux de Matimekush Lac-John*	La maison des hommes	2021-2022	4 ans	111 889,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2022-2023
Gouvernement de la Nation Crie*	Support Group for Men in Eeyou Istchee and Drawing from the Land for Healing	2021-2022	4 ans	136 450,00 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque*	Aspehiriniwin	2021-2022	4 ans	135 085,50 \$
Conseil Abénaki Wôlinak*	Hommes et guérison Wôlinak	2021-2022	4 ans	50 486,50 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci*	Projet Kotowakinik	2021-2022	4 ans	109 160,00 \$
Total Hommes et guérison				1 563 406,10 \$
Grand total 2022-2023**				4 297 879,10 \$
* Projets financés dans le cadre de l'Appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelles, conjugale et familiale en contexte autochtone				
** Le tableau inclut seulement des subventions financées par le Secrétariat à la condition féminine				

En 2022-2023, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu plusieurs projets visant les femmes immigrantes et racisées dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2022-2023
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail	Femmes.Équité.Salaire : pour l'équité salariale pour toutes les femmes – phase 2	2021-2022	1 an	10 100 \$
SEMO Le Jalon	Femmes de tous les horizons – phase 2	2021-2022	1 an	25 000 \$
ConcertAction femmes Estrie	Les MRC de l'Estrie intègrent les femmes immigrantes	2021-2022	2 ans	10 500 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	2022-2023	3 ans	207 248 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi	Femmes en action	2022-2023	3 ans	182 120 \$
Accès transports viables	Actions collectives visant à mettre en lumière les inégalités de genre en matière de violences vécues dans les espaces publics et les transports actifs et collectifs dans une perspective intersectionnelle	2022-2023	2 ans	240 000 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	La charge mentale des femmes; la partie invisible du travail invisible en Chaudière-Appalaches	2022-2023	3 ans	210 000 \$
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation travail-famille dans le secteur du commerce au détail	2022-2023	3 ans	210 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes	Produire, diffuser et faire rayonner des formes de savoirs féministes pour une plus grandes participations de toutes les femmes dans la société du savoir, de l'information et des instances décisionnelles traditionnelles	2022-2023	3 ans	210 000 \$
Ville de Laval	Laval mobilisée pour l'intégration et le maintien en emploi des femmes immigrantes et racisées	2022-2023	2 ans	30 772 \$
Comité condition féminine Baie-James (CCFBJ)	CANAPÉ : Développer une structure d'accueil, d'intégration et de socialisation pour les femmes nouvellement établies dans la région, dont les entrepreneures et professionnelles.	2022-2023	2 ans	15 000 \$

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023

Le Plan propose 56 actions nouvelles ou bonifiées en réponse aux réalités actuelles, mais aussi aux enjeux persistants liés à la violence conjugale. Différents projets ciblant les femmes immigrantes ou racisées sont financés dans le cadre d'une de ces actions ou dans le cadre de l'appels de projets en matière de violence conjugale 2020-2021 :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2022-2023
Centre Louis-Jolliet du Centre de services scolaire de la Capitale	Sensibilisation des élèves immigrants à la violence conjugale	2020-2021	3 ans	42 881 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Violence conjugale: une solution partagée	2020-2021	3 ans	31 672 \$
Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles	Mieux connaître pour mieux agir sur les violences conjugales	2020-2021	2 ans	16 970 \$
Université Laval	Étude pilote d'une stratégie globale de pratique infirmière en violence conjugale : développement, implantation et évaluation d'une formation et d'un programme visant l'usage d'un guide de pratique pour l'identification, l'intervention précoce et l'accompagnement à l'Hôpital Juif de Montréal	2021-2022	1 an	17 684 \$
Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase A	2021-2022	1 an	6 000 \$

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027

Certaines des 58 actions de la Stratégie intégrée en violence découlent de la prise en compte des réalités particulières de différents groupes, notamment les femmes immigrantes ou racisées, ou encore prévoient une intervention adaptée à ces réalités spécifiques. Dans le cadre de l'action 1, le SCF finance ainsi le projet suivant :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montant versé en 2022-2023
Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase B	2022-2023	2 ans	144 000 \$

Comité ICI pour les femmes

Le SCF participe au comité de suivi mis en place dans le cadre du projet pilote « Intervenantes communautaires interculturelles (ICI) » pour les femmes visant à appuyer les organismes en soutien aux femmes immigrantes et à contrer la violence envers ces personnes.

Les actions reliées à la Charte Québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée (CHIC) ont été réalisées et complétées dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015*.

P.67 PRÉCISER SI UN BILAN DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES MENÉES AUPRÈS DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES EN 2022-2023 EN MATIÈRE D'AGRESSIONS ET D'EXPLOITATION SEXUELLE A ÉTÉ PRODUIT PAR LE SCF.

Aucune consultation n'a été menée en 2022-2023 par le Secrétariat à la condition féminine auprès des organisations autochtones en matière d'agressions et d'exploitation sexuelle.

P.68 FOURNIR LES SOMMES ALLOUÉES EN 2022-2023 ET CELLES PRÉVUES EN 2023-2024 POUR LE SOUTIEN À LA MISSION DES 16 GROUPES SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE D'EMPLOYABILITÉ FÉMININE. VENTILER PAR ORGANISME. INDIQUER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES AVEC LES GROUPES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, EN 2022-2023.

En 2022-2023, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu les organismes spécialisés en développement de la main-d'œuvre féminine (OSDMOF) pour la réalisation de projets ponctuels. De plus, le SCF a eu de nombreux échanges avec les OSDMOF pour discuter de leur financement et des collaborations possibles dans le cadre de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*.

P. 69 TABLE DES PARTENAIRES INFLUENTS : BILAN DÉTAILLÉ, PAR CATÉGORIE D’ACTION, DES TRAVAUX EFFECTUÉS, DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024. LISTE DE L’EFFECTIF LIÉ À CE PROJET, INCLUANT LE MANDAT ET LA RÉMUNÉRATION.

Dépenses engagées :

- Aucune nouvelle dépense engagée en 2022-2023 étant donné que la Table a complété son mandat en 2013.

- P. 70 PROJETS FINANCÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER « INITIATIVE DE PARTENARIAT – ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » (INCLUANT LES ENTENTES ADMINISTRATIVES EN ÉGALITÉ) DU SCF EN 2022-2023. POUR CHACUN, INDIQUER, PAR RÉGION :**
- A. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES ET RETENUES ET LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE;**
 - B. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES NON RETENUES, LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE ET LES MOTIFS DE REJET;**
 - C. LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LES SOMMES OCTROYÉES.**
-

Le Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat n'existe plus et a été remplacé par le Programme de soutien financier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 72 des renseignements particuliers.

P. 71 APPEL DE PROJETS NATIONAUX, LOCAUX ET RÉGIONAUX EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES LANCÉ EN 2022-2023 PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER « INITIATIVE DE PARTENARIAT – ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » : FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS. VENTILER PAR PROJET DÉPOSÉ EN FOURNISSANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISATION AYANT DÉPOSÉ UN PROJET;**
- B. LA NATURE DE L'ORGANISATION, PAR EXEMPLE : MRC, MUNICIPALITÉS, ORGANISATIONS PARAPUBLIQUES DES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX OU DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL / ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, MILIEUX AUTOCHTONES;**
- C. SI OUI OU NON LE PROJET A ÉTÉ DÉPOSÉ EN FORMAT « PARTENARIAT »;**
- D. LE MONTANT SOUMISSIONNÉ POUR LE PROJET;**
- E. LE RÉSUMÉ DU PROJET PROPOSÉ;**
- F. LE CAS ÉCHÉANT, LES ÉTAPES D'ANALYSE FRANCHIES POUR LE PROJET;**
- G. LE CAS ÉCHÉANT, LES MOTIFS SOMMAIRES DE REJET POUR LE PROJET.**

FOURNIR LA LISTE DES PROJETS N'AYANT PAS ÉTÉ RETENUS DANS LE CADRE DE CES APPELS DE PROJETS.

La cinquième édition de l'appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2023 a été lancée le 12 avril 2022.

Cet appel de projets s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'action transversale 8 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* (Stratégie égalité), qui est intitulée « Soutenir financièrement des projets locaux, régionaux et nationaux en matière d'égalité ainsi que des organismes spécialisés en condition féminine ».

Les projets retenus sont présentés en annexe.

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2022-2023
Projets régionaux					
Association des familles monoparentales et recomposées Maria-Chapdelaine	Être coparent pour nos enfants	Les ateliers sur la coparentalité sont une piste de réflexion pour les parents séparés ou en cours de séparation qui désirent améliorer leurs communications et le partage équitable des responsabilités familiales. Elles visent à outiller les parents en les sensibilisant sur les enjeux de la parentalité en leur permettant de développer une coparentalité positive et obtenir un équilibre dans leur vie familiale. (Volet de soutien de groupe ou individuel)	02. Saguenay - Lac-Saint-Jean	3 ans	101 346 \$
Accès transports viables	Actions collectives visant à mettre en lumière les inégalités de genre en matière de violences vécues dans les espaces publics et les transports actifs et collectifs dans une perspective intersectionnelle	Ce projet vise à augmenter les connaissances au sujet des inégalités de genre en matière de violences vécues dans les espaces publics ainsi que dans les transports actifs et collectifs de la Capitale-Nationale afin de pouvoir adresser ces enjeux aux instances décisionnelles. Celui-ci est réalisé dans une perspective intersectionnelle et anti-oppressive. Les principes de l'éducation populaire autonome (ÉPA) et l'approche « AVEC » sont utilisés afin de permettre une participation citoyenne accrue des femmes et des personnes faisant partie de la diversité de genre.	03. Capitale-Nationale et 12. Chaudière-Appalaches	2 ans	240 000 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi	Femmes en action	Le projet Femmes en action vise à offrir un lieu, du temps et un accompagnement de groupe adaptés à deux clientèles cibles, soit les femmes immigrantes peu francisées ayant des enjeux de conciliation ainsi qu'aux femmes victimes d'exploitation sexuelle en processus de sortie du milieu, afin qu'elles puissent se mettre en mouvement vers l'identification d'un projet professionnel ou personnel à court, moyen ou long terme.	05. Estrie	3 ans	182 120 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	Ce projet favorise une citoyenneté urbaine égalitaire à travers la création d'espaces pour les femmes des quartiers montréalais de Centre-Sud et de Saint-Michel. Ces nouveaux espaces permettront aux femmes issues de la diversité ethnoculturelle de s'initier à la participation citoyenne et de se mobiliser autour d'initiatives d'action communautaire et de démocratie locale. En parallèle, le projet mènera à la création d'outils pour sensibiliser les organismes et instances des quartiers à l'importance d'une participation citoyenne égalitaire.	06. Montréal	3 ans	207 248 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Un mouvement féministe montréalais plus inclusif de la diversité sexuelle et des genres	Cette démarche collective vise à accompagner les groupes de femmes désirant mieux inclure et accueillir les personnes de la diversité sexuelle et de genre dans leurs services, milieux de vie et équipes de travail. Les membres de la TGFM et des personnes expertes du vécu développeront une communauté de pratique et des outils pour transformer les mentalités et opérer les changements nécessaires pour des milieux réellement accueillants, bienveillants et sécuritaires.	06. Montréal	3 ans	209 882 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2022-2023
C.A.P.A.C.S de l'Abitibi-Ouest	Ensemble pour la prévention de nos enfants!	Créer un programme d'éducation pour les 4 cycles des écoles primaire de l'Abitibi-Ouest. Le programme inclura des capsules vidéos avec lesquelles les enfants pourront interagir de façon technologique, interactive et anonyme. Le consentement, les relations saines/malsaines, les limites, les stéréotypes, les formes de violence sexuelle et les ressources d'aide feront partie des sujets abordés.	08. Abitibi-Témiscamingue	2 ans	131 416 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	La charge mentale des femmes; la partie invisible du travail invisible en Chaudière-Appalaches	Ce projet met de l'avant l'aspect social et collectif de la charge mentale vécue par les femmes dans une visée de déculpabilisation. Il permet également de documenter les effets de la charge mentale pour les femmes vivant à la croisée des oppressions dans la région. Finalement, il donne la parole aux femmes et permet de mettre en oeuvre des leviers de transformation sociale en collaboration avec plusieurs allié.es et partenaires.	12. Chaudière-Appalaches	3 ans	210 000 \$
Maison des jeunes Grand Joliette	Projet : 50/50	Projet en deux volets : (Les Soirées 50/50 (mensuel) et le Camp 50/50 (une journée) comprenant des techniques d'impact, des ateliers, des discussions et des kiosques de rayonnement. Ex. : l'histoire du droit des femmes et du féminisme, l'analyse du rôle des femmes dans la culture populaire, les rôles traditionnels des femmes des Premières Nations, la charge mentale et les iniquités salariales, la condition féminine autour du monde, etc.	14. Lanaudière	2 ans	11 290 \$
Projets nationaux					
ACEF du Centre de Montréal (Option consommateurs)	Aimer sans s'appauvrir	Le projet Aimer sans s'appauvrir vise à mieux outiller les femmes afin de renforcer leur autonomisation économique lors d'une union et à toutes les étapes de leur vie. Dans le cadre de ce projet, des activités de sensibilisation et d'information seront réalisées et présentées sous forme de modules d'information interactifs pouvant être consultés en ligne. L'organisme porte une attention particulière aux diversités de genre et s'assure que le projet soit inclusif.	18. Ensemble du Québec	2 ans	112 777 \$
AlterHéros	Projet SASSY - Sensibiliser, autonomiser, soutenir et s'entraider : SexEd par et pour les femmes 2SLGBTQIA+ et/ou neurodivergentes	En soutenant et en accompagnant les femmes 2SLGBTQIA+, en sensibilisant la population élargie aux enjeux vécus, et en outillant les professionnel.les qui oeuvrent auprès de ces femmes, nous allons contribuer à la lutte contre les stéréotypes et les violences vécues par cette population. Nous visons d'outiller et d'autonomiser les femmes 2SLGBTQIA+ et/ou neurodiverses et de rendre l'accès aux services de santé et de bien-être plus sécuritaire pour elles.	18. Ensemble du Québec	2 ans	221 600 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2022-2023
Association des femmes en finance du Québec	AFFQ : pour une meilleure inclusion des femmes en finance et de milieux connexes	L'AFFQ souhaite rejoindre davantage de femmes ayant un métier spécialisé en finance et des milieux connexes en étendant et diversifiant son offre d'accompagnement, de soutien et de rayonnement. Ce projet se décline en trois étapes : une analyse de marché, la conception de services adaptés aux profils ciblés et le déploiement d'activités et d'outils de communication pour attirer de nouveaux membres.	18. Ensemble du Québec	3 ans	210 000 \$
Association pour la santé publique du Québec	L'alcool au féminin : un jeu différent »	La consommation d'alcool chez les femmes tend à égaler celle des hommes. Cependant, à consommation égale, les conséquences et risques sont différents sur les plans biologique et culturel, de même que l'approche commerciale. Après avoir établi un portrait des enjeux de la consommation d'alcool des Québécoises et de sa perception, plusieurs outils seront créés pour informer et outiller les femmes et leur donner le pouvoir de faire des choix éclairés.	18. Ensemble du Québec	2 ans	240 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes	Produire, diffuser et faire rayonner des formes de savoirs féministes pour une plus grande participation de toutes les femmes dans la société du savoir, de l'information et des instances décisionnelles traditionnelles	Ce projet vise à produire, transférer, mobiliser et faire rayonner les connaissances et savoirs féministes québécois, permettant ainsi d'accroître et d'assurer une meilleure présence, participation et prise de parole de toutes les femmes, notamment celles vivant à la croisée de certaines discriminations, dans les instances décisionnelles ainsi que dans l'espace numérique. Cette valorisation des savoirs des différents groupes de femmes, qui vise à favoriser un partage plus égalitaire de la production, de la diffusion et du rayonnement des connaissances et des savoirs féministes, s'inscrit dans une perspective de justice épistémique.	18. Ensemble du Québec	3 ans	210 000 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples	FabLab féminin	Le FabLab féminin est un projet novateur qui vise à faire entrer les femmes autochtones de plein pied dans l'ère du numérique. La vision de ce projet est que l'utilisation des nouvelles technologies permette aux femmes autochtones d'être exposées à différents choix de carrières reliées à la nouvelle économie numérique. Le principal objectif est donc de conférer aux femmes autochtones, les mêmes opportunités d'apprentissage, d'épanouissement et d'employabilité que les hommes qui, pour l'instant, dominent ce secteur d'activités.	18. Ensemble du Québec	2 ans	240 000 \$
Fédération des Agricultrices du Québec	Perspective + : soutien régional et développement de réseau	Perspective + est un nouveau programme développé par les Agricultrices du Québec afin de soutenir et d'outiller le milieu agricole dans leurs efforts de diversité. Ce nouveau projet servira à apporter un soutien concret aux syndicats d'agricultrices régionaux et aux organisations agricoles dans le recrutement de candidates. Ces dernières auront accès à des activités de formation, de réseautage auprès d'experts et de mentorat.	18. Ensemble du Québec	3 ans	209 300 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2022-2023
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	Ce projet a pour objectif de sensibiliser des étudiant.e.s et futur.e.s professionnel.le.s à travers le Québec à la lutte contre les violences faites aux femmes. Des ateliers-discussions se tenant dans différents cégeps de la province viseront à échanger autour de l’importance d’être un.e allié.e, de l’égalité des genre, des enjeux liés aux violences faites aux femmes ainsi qu’aux moyens d'action pour mener la lutte concrètement, de façon individuelle et collective, tant sur le plan personnel que professionnel. Cette tournée de sensibilisation s'adressera particulièrement aux futur.e.s professionnel.le.s qui devront intervenir, de près ou de loin, auprès des femmes violentées.	18. Ensemble du Québec	3 ans	210 000 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	Accessibilité et sensibilisation au droit à l'avortement au Québec	Ce projet en plusieurs volets a pour but d’adresser un manque d’information juste, complète et sans jugement sur le droit à l’avortement au Québec. À travers une campagne de sensibilisation et la mise à jour d’outils d’éducation populaire, la FQPN et ses partenaires pourront contrer la désinformation des centres anti-choix et redonner aux femmes, hommes trans et personnes non-binaires leur pouvoir d’agir sur leur corps.	18. Ensemble du Québec	3 ans	137 501 \$
Institut national de la recherche scientifique	Le sexisme ordinaire, pas notre genre !	Élaboration et déploiement d’une campagne de sensibilisation contre le sexisme ordinaire pour susciter la réflexion et faire changer les comportements dans l’université en faveur de plus d’égalité. Les activités prévues iront du partage d’expérience à la création d’affiches, la tenue de conférences et l’élaboration d’une trousse d’outils à diffuser dans le réseau de l’Université du Québec.	18. Ensemble du Québec	2 ans	13 560 \$
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	Le projet Se connecter à l’égalité (2e édition) vise à outiller les personnes de 12 à 40 ans au développement de relations égalitaires entre les genres dans l’espace public réel et virtuel. Deux ateliers d’éducation à la sexualité seront offerts dans divers milieux physiques communautaires et institutionnels, des ateliers-discussions seront animés en ligne et une recherche-action sera lancée afin de qualifier la nature des expériences de violences sexistes vécues en ligne chez les personnes de 12 à 25 ans.	18. Ensemble du Québec	3 ans	210 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Cultivons la culture du consentement	Le projet vise à offrir des formations, en ligne ou en présentiel, sur la culture du consentement aux intervenants jeunesse (intervenant d’organisme, coach de sport, professeur, etc) en utilisant notre trousse d’outils (affiches, site web, page de médias sociaux, guide d’utilisation). Cette trousse sert à prévenir et lutter contre le harcèlement sexuel ainsi qu’à favoriser la culture du consentement auprès de jeunes d’âges du secondaire. Le partage de la trousse vise un changement profond de mœurs afin de prévenir et intervenir les micros agressions à caractères sexuelles, favorisant ainsi l’égalité des genres.	18. Ensemble du Québec	3 ans	147 630 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2022-2023
Regroupement pour la Valorisation de la Paternité	Campagne nationale d’éducation à la coparentalité visant à soutenir des réseaux nationaux venant en aide aux familles québécoises dans leurs actions de promotion de l’approche coparentale auprès de leurs membres et à mobiliser les parents québécois dans l’adoption de meilleures pratiques coparentales	Le présent projet vise à mobiliser au moins six réseaux nationaux venant en aide aux familles québécoises, en produisant des outils, des ateliers de sensibilisation, des capsules-vidéos et une pièce de théâtre, pour soutenir la promotion de l’approche coparentale auprès des membres de ces réseaux et pour favoriser l’adaptation de leurs pratiques aux réalités coparentales. Le projet vise aussi à rejoindre les parents québécois et à les mobiliser dans l’adoption de meilleures pratiques coparentales.	18. Ensemble du Québec	3 ans	210 000 \$
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	Ce projet vise à identifier les freins, leviers et solutions en matière de conciliation famille-travail (CFT) dans le secteur du commerce de détail. Des employeurs du secteur seront accompagnés et formés. De plus, une campagne de sensibilisation dans ce secteur permettra a un plus grand bassin d’employeurs du secteur de saisir à l’importance de la CFT et ses avantages sur l’attraction et la fidélisation de la main-d’oeuvre. À terme, ce sont plus de femmes et d’hommes qui auront accès à de meilleures mesures de CFT favorisant un partage équitable des responsabilités familiales.	18. Ensemble du Québec	3 ans	210 000 \$
Sport'Aide	Quand le sport doit changer de culture : Pour un environnement sportif sain, sécuritaire et inclusif à tou.te.s	Le système sportif québécois est placé devant une évidence : la nécessité de mettre en place des systèmes de protection pour les groupes minoritaires, dont les femmes en sport. Étant une préoccupation de longue date chez Sport’Aide, l’organisme souhaite sensibiliser, éduquer, accompagner et outiller la communauté sportive, particulièrement les garçons, pour prévenir les différents types de violence dont les femmes sont victimes	18. Ensemble du Québec	3 ans	210 000 \$
Université du Québec en Outaouais	Interroger l'accès à la procréation assistée pour mieux répondre aux besoins des femmes LBTQ et des personnes non-binaires: une analyse intersectionnelle pour des actions inclusives	Le présent projet vise à soutenir la santé sexuelle et les droits reproductifs des femmes lesbiennes, bisexuelles et queer (LBQ) et des personnes trans et non-binaires (TNB), en mettant en lumière les hiérarchies sociales et les inégalités auxquelles elles sont confrontées lorsqu'elles souhaitent fonder une famille. Ce projet permettra également de développer des outils afin de soutenir leur pouvoir d'agir en matière de choix reproductifs.	18. Ensemble du Québec	2 ans	112 774 \$

P. 72 PROJETS FINANCÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER À DES INITIATIVES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2022-2023. POUR CHACUN, INDiquer, PAR RÉGION :

- A. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES ET RETENUES ET LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE;**
- B. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES NON RETENUES, LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE ET LES MOTIFS DE REJET;**
- C. LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LES SOMMES OCTROYÉES.**

Les informations relatives aux projets financés sont fournies en annexe du présent document.

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2022-2023
Academos	Au-delà des stéréotypes de genre dans le choix de carrière des jeunes Québécois avec Academos	2021-2022	1 an	National	6 500 \$
Academos	Améliorer l'expérience des jeunes face aux enjeux associés au sexisme et aux stéréotypes de genre des métiers grâce au mentorat chez Academos	2022-2023	2 ans	National	57 180 \$
Accès transports viables	Actions collectives visant à mettre en lumière les inégalités de genre en matière de violences vécues dans les espaces publics et les transports actifs et collectifs dans une perspective intersectionnelle	2022-2023	2 ans	03-Capitale-Nationale	240 000 \$
Accès-Travail-Femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 000 \$
Accès-Travail-Femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	44 000 \$
ACEF du Centre de Montréal (Option consommateurs)	Aimer sans s'appauvrir	2022-2023	2 ans	National	112 777 \$
Administration régionale Baie-James	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2022-2023	2 ans	10-Nord-du-Québec	60 000 \$
Aéro Montréal	Propulsion relève inclusive	2022-2023	2 ans	National	40 000 \$
AlterHéros	Projet SASSY - Sensibiliser, autonomiser, soutenir et s'entraider : SexEd par et pour les femmes 2SLGBTQIA+ et/ou neurodivergentes	2022-2023	2 ans	National	221 600 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	07-Outaouais	55 000 \$
Association des familles monoparentales et recomposées Maria-Chapdelaine	Être coparent pour nos enfants	2022-2023	3 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	101 346 \$
Association des femmes en finance du Québec	AFFQ : pour une meilleure inclusion des femmes en finance et de milieux connexes	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Association pour la santé publique du Québec	L'alcool au féminin : un jeu différent »	2022-2023	2 ans	National	240 000 \$
C.A.P.A.C.S de l'Abitibi-Ouest	Ensemble pour la prévention de nos enfants!	2022-2023	2 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	131 416 \$
CampusBrome-Missisquoi (CBM), Commission scolaire du Val-des-Cerfs et Commission scolaire Eastern Townships	Le DEP : un atout pour l'égalité!	2019-2020	2 ans	National	117 040 \$
Centre d’intégration au marché de l’emploi (CIME)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	05-Estrie	44 000 \$
Centre d’intégration professionnelle de Lanaudière	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	14-Lanaudière	44 000 \$
Centre d’orientation et de formation pour les femmes en recherche d’emploi (COFFRE)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	44 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes	Produire, diffuser et faire rayonner des formes de savoirs féministes pour une plus grande participation de toutes les femmes dans la société du savoir, de l'information et des instances décisionnelles traditionnelles	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples (CIPP)	FabLab féminin	2022-2023	2 ans	National	240 000 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples (CIPP)	FabLab féminin	2019-2020	2 ans	07 - Outaouais	99 600 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Femmes en action	2022-2023	3 ans	05-Estrie	182 120 \$
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	14-Lanaudière	5 000 \$
Centre étape	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	03-Capitale-Nationale	5 000 \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2022-2023
Centre Étape (Étape Emploi inc.)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	03-Capitale-Nationale	44 000 \$
Centre Lanaudière d’emploi pour femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	14-Lanaudière	44 000 \$
Centre le Pont	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	04-Mauricie	44 000 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	2022-2023	3 ans	06-Montréal	207 248 \$
Collège Montmorency	Femmes inspirantes	2019-2020	2 ans	13-Laval	4 094 \$
Comité condition féminine Baie-James	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	10-Nord-du-Québec	55 000 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	05-Estrie	55 000 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2022-2023	2 ans	05-Estrie	60 000 \$
Connexion emploi ressources femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	12-Chaudière-Appalaches	44 000 \$
Connexion Emploi Ressources Femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	2 ans	National	5 000 \$
Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James	The negative impacts of fly-in fly-out (FIFO) on women and men workers, their families and the Cree Communities	2022-2023	1 an	10-Nord-du-Québec	250 000 \$
Conseil d’intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	National	56 000 \$
Conseil d’intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	Femmes.Équité.Salaire : pour l’équité salariale pour toutes les femmes - Phase 2	2021-2022	1 an	National	10 100 \$
Crew Montréal	Répertoire d'expertise féminine en immobilier commercial	2021-2022	2 ans	National	75 500 \$
De Soi à l’Emploi	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	44 000 \$
Dimension Travail	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	13-Laval	44 000 \$
Égale action	Conversation 2020 – Femmes et sports	2021-2022	1 an	National	24 920 \$
Espace Muni	Comprendre et agir sur les enjeux temporels des personnes éules sur la scène municipale et des MRC	2022-2023	2 ans	National	175 000 \$
Fédération des Agricultrices du Québec	Perspective + : soutien régional et développement de réseau	2022-2023	3 ans	National	209 300 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	Accessibilité et sensibilisation au droit à l'avortement au Québec	2022-2023	3 ans	National	137 501 \$
Fédération québécoise des municipalités	Pour l’atteinte de la parité en politique municipale	2021-2022	3 ans	National	16 000 \$
Groupe femmes, politique et démocratie	L'égalité hommes-femmes : du principe à sa réalisation	2021-2022	2 ans	National	300 000 \$
Institut maritime du Québec	Industrie humain.e	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Institut national de la recherche scientifique	Le sexisme ordinaire, pas notre genre !	2022-2023	2 ans	National	13 560 \$
Jeunes explorateurs d'un jour	Un avenir en tout genre phase 2	2021-2022	2 ans	National	5 000 \$
La Gouvernance au féminin	Certification parité pour les PME	2021-2022	2 ans	National	60 000 \$
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Les Elles de la construction	Contrer les effets de la COVID-19 sur les femmes professionnelles et les entrepreneures en construction au Québec	2021-2022	2 ans	06-Montréal	16 000 \$
Maison des jeunes Grand Joliette	Projet : 50/50	2022-2023	2 ans	14-Lanaudière	11 290 \$
Mentorat Québec	Se connecter à l'égalité	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Mentorat Québec	Accélérateur mentorat Phase II	2021-2022	2 ans	National	57 503 \$
Option femmes	Option’elles – phase 2	2021-2022	2 ans	07 - Outaouais	5 000 \$
Option Femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	07-Outaouais	44 000 \$
Option sans limite	Option’elles – phase 2	2021-2022	1 an	16-Montérégie	5 000 \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2022-2023
Options sans limite	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	44 000 \$
Partance – Centre d’emploi pour femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	17-Centre-du-Québec	44 000 \$
Partance – Centre d’emploi pour femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	17 - Centre-du-Québec	5 000 \$
Prévention Côte-Des-Neiges	Cultivons la culture du consentement	2022-2023	3 ans	National	147 630 \$
Récif 02 - Table de concertation des groupes de femmes Saguenay–Lac-Saint-Jean	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	55 000 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	55 000 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	09-Côte-Nord	55 000 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2022-2023	2 ans	09-Côte-Nord	66 563 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	03-Capitale-Nationale	55 000 \$
Regroupement pour la Valorisation de la Paternité	Campagne nationale d’éducation à la coparentalité visant à soutenir des réseaux nationaux venant en aide aux familles québécoises dans leurs actions de promotion de l’approche coparentale auprès de leurs membres et à mobiliser les parents québécois dans l’adoption de meilleures pratiques coparentales	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Réseau des femmes des Laurentides	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	15-Laurentides	55 000 \$
Réseau des femmes des Laurentides	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2022-2023	2 ans	15-Laurentides	60 000 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	55 000 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2022-2023	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	60 000 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	La charge mentale des femmes; la partie invisible du travail invisible en Chaudière-Appalaches	2022-2023	3 ans	12-Chaudière-Appalaches	210 000 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	National	70 000 \$
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
SEMO Le Jalon	Réunir les conditions gagnantes pour aplanir les enjeux persistants à l’inclusion des femmes en emploi sur les chantiers et dans d’autres secteurs à prédominance masculine	2021-2022	1 an	National	5 000 \$
SEMO Le Jalon	Femmes de tous les horizons -phase 3	2021-2022	1 an	16-Montérégie	25 000 \$
SEMO Le Jalon	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	44 000 \$
Service d’orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au travail (SORIF)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	06-Montréal	44 000 \$
Services intégrés pour l’emploi (SIE)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	17-Centre-du-Québec	44 000 \$
Services intégrés pour l’emploi (SIE)	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	17 - Centre-du-Québec	5 000 \$
Sport'Aide	Quand le sport doit changer de culture : Pour un environnement sportif sain, sécuritaire et inclusif à tou.te.s	2022-2023	3 ans	National	210 000 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	13-Laval	55 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	55 000 \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2022-2023
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	16-Montérégie	55 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	14-Lanaudière	55 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	01-Bas-Saint-Laurent	55 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2022-2023	2 ans	17-Centre-du-Québec	60 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	04-Mauricie	55 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	17-Centre-du-Québec	55 000 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	06-Montréal	55 000 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Un mouvement féministe montréalais plus inclusif de la diversité sexuelle et des genres	2022-2023	3 ans	06-Montréal	209 882 \$
Union des municipalités du Québec	Plan d'action 2022-2023 de la Commision Femmes et gouvernance	2021-2022	4 ans	National	16 000 \$
Université de Montréal	Parité Sciences - Femmes en physique - phase 2	2021-2022	2 ans	National	40 000 \$
Université du Québec en Outaouais	Interroger l'accès à la procréation assistée pour mieux répondre aux besoins des femmes LBTQ et des personnes non-binaires: une analyse intersectionnelle pour des actions inclusives	2022-2023	2 ans	National	112 774 \$
Ville de Laval	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2022-2023	2 ans	13-Laval	60 000 \$
YWCA Québec	Kaléidoscope	2021-2022	1 an	National	7 000 \$
YWCA Québec	Kaléidoscope en action – Soutenir le leadership des jeunes pour la diversité et l’inclusion via les livres	2021-2022	1 an	National	2 400 \$
YWCA Québec	Leaders et décisionnelles	2021-2022	2 ans	03-Capitale-Nationale	5 880 \$

La réforme du droit de la famille est sous la responsabilité du ministère de la Justice (MJQ). Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) suit de près les travaux du MJQ concernant notamment le statut légal des conjoints de fait. Le SCF accompagne le MJQ pour la prise en compte d'enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes dans les travaux de réforme du droit de la famille.

Les travaux entourant la réforme du droit de la famille (incluant le volet de la grossesse pour autrui) sont sous la responsabilité du ministère de la Justice (MJQ).

Le ministre de la Justice a récemment déposé le projet de loi n° 12, *Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui*.

Le Conseil du statut de la femme a publié en février 2023 l'étude « Grossesses pour autrui : état de situation au Québec ».

Le Secrétariat à la condition féminine suit les travaux et accompagne le MJQ dans la prise en compte d'enjeux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique), coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.

- Il totalise un investissement sur 5 ans de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.

Parmi ces quatorze actions, le SCF est responsable de la mise en œuvre de deux actions, en plus de collaborer à la réalisation de mesures sous la responsabilité d'autres ministères ou organismes.

En 2022-2023, le SCF a mis en œuvre les actions suivantes :

- Action 6 « Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec ».

Cette action a été bonifiée par l'action 3 « Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions » des *Actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides* annoncées le 23 avril 2021.

Les montants versés en 2022-2023 pour l'ensemble des projets de cellules d'intervention rapide totalisent 1 051 723 \$.

- Action 13 « Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* ».

Des dépenses liées à la masse salariale ont contribué à la mise en œuvre de cette action en 2022-2023.

Le Plan d'action spécifique prévoit également la prise en compte des réalités des Premières Nations et Inuit.

En 2022-2023, le SCF a versé un montant de 3 699 279,10 \$ pour des projets visant à prévenir et contrer la - Violence sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone.

Cette question relève du ministère de la Sécurité publique.

Voici le lien vers l'étude de faisabilité :

[Étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets anti-rapprochements \(quebec.ca\)](#)

Cette question relève du ministère de la Sécurité publique.

P. 88 NOMBRE DE FEMMES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE AFIN DE FACILITER LEUR SORTIE D’UN MILIEU DANGEREUX EN 2022-2023. VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES DONNÉES ET COPIE DES CRITÈRES POUR BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE.

Cette question relève du ministère de la Justice (MJQ).

P. 89 LISTE DES RENCONTRES ENTRE LES DIFFÉRENTS ORGANISMES ET MINISTÈRES AINSI QUE LES ORGANISMES DESSERVANT LES FEMMES DANS L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION 2020-2025.

Aucune rencontre ne s'est tenue en 2022-2023 pour l'élaboration du *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*, considérant que celui-ci a été lancé en décembre 2020.

Le 3 décembre 2020, a été lancé le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique). Celui-ci constitue un complément au *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*.

- Il est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.
- Il totalise un investissement sur 5 ans de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.

Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025		
AXE 1 : PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION		
ACTIONS	Responsables	Financement 2020-2025
1. Mettre en place un service juridique d'urgence pour déterminer, notamment, les droits de garde d'enfants en contexte de violence conjugale	MJQ (Commission des services juridiques)	8 360 000 \$
2. Produire un aide-mémoire à l'intention des services policiers concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public prévu à l'article 810 du Code criminel et s'assurer que les victimes ont accès à de l'information juste et fiable quant aux limites de ce recours	MSP	231 228 \$
AXE 2 – DÉPISTAGE ET INTERVENTION PSYCHOSOCIALE		
3. Rehausser le financement des maisons d'hébergement d'urgence pour les femmes et les enfants en contexte de violence conjugale	MSSS	50 000 000 \$
4. Consolider le financement d'actions sous la responsabilité du MSSS inscrites au <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i> (<i>S'inscrit en complémentarité avec les actions 16, 17, 18 et 31 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	MSSS	82 500 000 \$
5. Bonifier le budget du Programme d'amélioration des maisons d'hébergement	SHQ	6 000 000 \$
6. Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec	SCF	5 000 000 \$
7. Outiller les intervenantes et intervenants des centres d'hébergement pour pères, des organismes communautaires Famille et des haltes-garderies communautaires pour mieux détecter la violence conjugale et prévenir les situations à risque de dangerosité	Famille	1 250 000 \$
8. Outiller, à l'aide d'une trousse virtuelle, le personnel des services de garde éducatifs à l'enfance pour lui permettre de mieux détecter les enfants exposés à la violence conjugale et de mieux intervenir auprès d'eux	Famille	275 000 \$
AXE 3 – INTERVENTION POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE		
9. Mettre en place un programme d'aide financière d'urgence afin de faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes, notamment de violence conjugale	MJQ	16 163 000 \$
10. Étendre à quatre régions supplémentaires le Service d'évaluation des conjoints violents au stade de la mise en liberté provisoire (<i>S'inscrit en complémentarité avec l'action 35 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	MSP	1 784 898 \$
11. Développer un outil spécifique pour l'évaluation des personnes condamnées pour une infraction en matière de violence conjugale	MSP	5 591 791 \$

P. 90 VENTILATION DÉTAILLÉE DES 180 M\$ ANNONCÉS SUR 5 ANS EN 2020.

12. Évaluer la pertinence d'étendre le Programme de surveillance accrue afin d'inclure toutes les personnes contrevenantes ayant reçu une sentence pour violence conjugale	MSP	938 160 \$
AXE 4 – PARTAGE DE L'EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES		
13. Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i> (S'inscrit en complémentarité avec l'action 43 du <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	SCF	1 200 000 \$
13. A Financement de projets de sensibilisation en matière de violence conjugale (S'inscrit en complémentarité avec l'action 1 du <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	SCF	357 387 \$
14. Mener une étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets anti-rapprochements comme moyen de prévention des homicides conjugaux	MSP	337 852 \$
Financement d'initiatives visant spécifiquement à prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et à accroître la sécurité des femmes et de leurs familles, issues des Premières Nations et Inuits	SCF	500 000 \$
Total		180 489 316 \$

P. 91 LISTE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES DANS L'ENSEMBLE DU RÉSEAU N'AYANT PAS ENCORE REÇU LEUR FINANCEMENT EN 2022-2023.

Le financement des maisons d'hébergement pour femmes relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

P. 92 BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2022-2023 DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE.

Veillez-vous référer à la fiche 27 du même groupe d’opposition.

P. 93 BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2022-2023 DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION POUR CONTRER LES IMPACTS SUR LES FEMMES EN CONTEXTE DE PANDÉMIE.

Le *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie* a été lancé le 8 mars 2021. Il est coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Le SCF est responsable de 10 actions de ce plan. Parmi les actions sous sa responsabilité, les montants versés en 2022-2023 pour chacune des actions sont les suivants :

	Montants versés en 2022-2023	Statut de l'action au 28 février 2023
1.1 Appuyer les entreprises à propriété féminine dans l'adaptation de leur modèle d'affaires en contexte de crise sanitaire.	9 400 \$	Complétée
1.4 Soutenir les entreprises pour permettre l'intensification de l'offre de climats de travail sains, inclusifs, durables et respectueux des droits dans l'industrie de la construction, particulièrement dans le contexte de la pandémie et de la relance.	-	Complétée
1.5 Développer une concertation nationale et régionale dans le but de renforcer les efforts soutenant la participation des femmes au marché du travail dans les secteurs visés par la relance économique, dont la construction.	13 700 \$	Complétée
1.7 Stimuler la participation des femmes aux conseils d'administration en contexte de relance.	-	Complétée
2.1 Sensibiliser les ministères et organismes aux impacts qu'aura eus la crise sur les femmes et les inciter à avoir recours à l'analyse différenciée selon les sexes dans le déploiement des actions à mettre en œuvre pour faire face à la pandémie.	2 500 \$	Complétée
2.2 Étudier les impacts de la pandémie sur la santé des femmes et sur les inégalités, en vue de sensibiliser la population et les milieux décisionnels.	-	Complétée
3.1 Accompagner des entreprises de certains secteurs à prédominance masculine dans l'acquisition de bonnes pratiques en matière de CFTE et promouvoir la coparentalité.	-	Complétée
4.1 Briser l'isolement des femmes et agir sur la détresse psychologique vécue dans le contexte de la crise.	-	En cours
4.2 Adapter et élaborer des outils d'information et de sensibilisation liés aux réalités vécues par les personnes en situation de prostitution dans le contexte de la COVID-19.	-	Complétée
5.2. Analyser le phénomène de sous-valorisation des emplois à prédominance féminine et formuler des recommandations visant à mettre en place des actions permettant d'assurer une meilleure reconnaissance de la valeur de ces emplois d'un milieu à l'autre.	20 811 \$	En cours

Dans le cadre du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*, une mesure visant à minimiser les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les femmes et les filles autochtones était mise en œuvre. Aucun montant n'a été versé dans le cadre de cette action en 2022-2023 et sa mise en œuvre est complétée.

Un [état de situation de la mise](#) en œuvre de ce plan a été diffusé en 2022-2023.

P. 94 NOMBRE DE FEMMES AYANT PARTICIPÉ AU PROGRAMME D'AIDE À LA RELANCE PAR L'AUGMENTATION DE LA FORMATION (PARAF) EN 2022-2023.

Le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation est sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et relève de ce ministère.

P. 95 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2022-2023 POUR STIMULER LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION EN CONTEXTE DE RELANCE.

Le SCF a soutenu les projets suivants en 2022-2023 (montants versés au 28 février 2023) :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2022-2023
La Gouvernance au féminin	Parité inclusive et diversifiée	2021-2022	2 ans	60 000 \$
Association YWCA de Québec	Le développement virtuel des formations leaders et décisionnelles de la YWCA Québec	2022-2023	1 an	5 880 \$

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a poursuivi sa veille sur les impacts de la pandémie sur les femmes en 2022-2023. Dans la nouvelle [Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027](#) publiée en juin 2022, plusieurs données qui exposent les impacts de la pandémie sont présentées :

- <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/SCF/publications/plans-strategiques/Strategie-egalite-2022-2027.pdf>

Le SCF a financé un projet de l'Observatoire québécois des inégalités, dont le rapport a été publié en septembre 2022 « [Les femmes moins nanties pendant la pandémie : répercussions, besoins et perspectives](#) »:

- <https://www.observatoiredesinegalites.com/fr/detail-publication/les-femmes-moins-nanties-pendant-la-pandemie-repercussions-besoins-et-perspectives>

P. 97 NOMBRE D'ENTREPRISES AYANT ÉTÉ SENSIBILISÉES AUX BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL-ÉTUDES (CFTE) EN 2022-2023

Le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail (CFT) destiné aux milieux de travail est sous la responsabilité du ministère de la Famille.

En 2022-2023, le SCF a soutenu un projet qui permettra de sensibiliser les entreprises :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montant versé en 2022-2023
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	2022-2023	3 ans	210 000 \$

P. 98 COPIE DE L'ANALYSE DU PHÉNOMÈNE DE SOUS-VALORISATION DES EMPLOIS À PRÉDOMINANCE FÉMININE AINSI QUE DES RECOMMANDATIONS VISANT À METTRE EN PLACE DES ACTIONS PERMETTANT D'ASSURER UNE MEILLEURE RECONNAISSANCE DE LA VALEUR DE CES EMPLOIS D'UN MILIEU À L'AUTRE.

Dans le cadre de l'action 5.2 du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*, le Secrétariat à la condition féminine a mandaté l'Université Laval afin de produire une étude visant à analyser le phénomène de sous-valorisation des emplois à prédominance féminine et à formuler des recommandations visant à mettre en place des actions permettant d'assurer une meilleure reconnaissance de la valeur de ces emplois d'un milieu à l'autre.

Le rapport sera diffusé prochainement.

P. 99 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'AIDE D'URGENCE DE 2,5 M\$ ANNONCÉE LE 27 MARS 2020 POUR LES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VIOLENTÉES.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Cette question relève du ministère du Travail.

Cette question relève du ministère du Travail.

Cette question relève de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Cette question relève du ministère du Travail.

P. 104 LISTE DES RENCONTRES TENUES ENTRE LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE ET LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN MATIÈRE D'ÉQUITÉ SALARIALE EN 2022-2023.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.

**P. 105 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES SOMMES ENGAGÉES POUR FAVORISER LA RECHERCHE D'EMPLOI CHEZ LES FEMMES,
PARTICULIÈREMENT LES FEMMES IMMIGRANTES.**

Les services publics d'emploi sont sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

Cette question relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

